

HAITI OBSERVATEUR



Lè manke gid, pèp la gaye !

Fondé à New York,
cet hebdomadaire est édité
par la société
Haïti-Observateur Group, Inc.
www.haiti-observateur.ca
Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235
Tél. (718) 812-2820
haiti_observateur@yahoo.com
New York: \$1,00
Partout ailleurs : 1,50 \$
Haïti: 20 gourdes
Tél. (718) 812-2820

VOL. LV, No. 6 New York : tél. : (718) 812-2820; • Montreal (514) 321-6434; • Port-au-Prince: (011 509) 223-0785 • Paris (33-1)43-63-28-10 19 -26 mars 2025

PORT-AU-PRINCE CONTINUE DE PERDRE SA POPULATION Plus de 60 000 personnes en un seul mois Cette perte risque de passer à 100 000/mois ou plus...

Par Léo Joseph

Il y a à peine six ou huit mois, les bandits lançaient leurs offensives sur les cibles de leur choix une fois par semaine. Depuis environ deux mois, leurs agressions sur la population commençaient à se produire deux à trois fois par

semaine. Depuis deux semaines, il ne se passe un jour sans qu'une communauté de la capitale ne soit prise pour cible. Quand les forces de l'ordre prend l'initiative de lancer des initiatives, les gangs de la coalition « *Viv Ansanm* » multiplient leurs envahissements.

À ce rythme, on comprend

pourquoi, selon un récent rapport des Nations Unies, plus de 60 000 personnes fuient leurs résidences pour se réfugier chez des parents ou amis, dans d'autres cartiers de la capitale ou en provinces, leurs lieux d'origine. D'après cette même logique, depuis que les malfrats développent leur empire

sur la capitale haïtienne, pas moins d'un millions de résidents de Port-au-Prince ont cherché

fonctionnement des écoles, la grande majorité des familles déplacées ayant pris logement

APRÈS LE CHANGEMENT DE GARDE AU CPT METTANT EN PLACE FRITZ ALPHONSE JEAN

Annnonce de drones kamikazes lâchés sur les bandits Mais les criminels intensifient leurs attaques



Le nouveau coordonateur du CPT Fritz Alphonse Jean



Alix Didier Fils-Aimé, Premier ministre

Par Léo Joseph

Plus la Police nationale d'Haïti (PNH) diffuse des annonces faisant état de leurs offensives dans les fiefs des gangs, faisant des dommages, parfois collatéraux dans ces quartiers, davantage ces derniers infligent des dégâts sur la population, en guise de représailles, et dirigent des attaques meurtrières sur des policiers surpris isolés et sans protection. Les derniers assauts de la PNH sur les foyers des gangs, à l'aide de drones kamikazes annoncés par les

Suite en page 2



A Port-au-Prince, des familles hebergées dans une école prises en charge par l'OMI.

refuge ailleurs. En raison de l'inaction des dirigeants, laissant le champ libre aux criminels, ces déplacements prennent une allure permanente. Ce qui perturbe le

dans des écoles publiques ou sur la cour de certaines installations gouvernementales.

Suite en page 6

LA SITUATION SÉCURITAIRE EN HAÏTI S'EST DÉTÉRIORÉE ENCORE

Une vague d'institutions scolaires ferment leurs portes Parmi elles Saint Louis de Gonzague, Petit Séminaire Saint-Martial et d'autres L'enseignement à distance risque de devenir la norme...

Par Léo Joseph

Cette dernière semaine, à la capitale haïtienne, en Haïti, les gangs



Ariel Henry, un des ouvriers de la déconstruction d'Haïti.



Jovenal Moïse, autre ouvrier de la déconstruction d'Haïti.

de la coalition « *Viv Ansanm* » ont redoublé leurs attaques dirigées sur plusieurs points, à la fois, sans en être véritablement empêchés

par les forces de l'ordre, comme à l'ordinaire. En dépit des déclarations à l'allure de propagande du porte-parole adjoint de la Police nationale d'Haïti (PNH), Lionel Lazare, faisant état d'au moins une cinquantaine de bandits tués par des drones kamikazes, les criminels n'ont pas déposé les armes. A tel point que la gravité de la situation a atteint un niveau jamais connu auparavant. La fermeture, jusqu'à nouvel ordre, de l'Institut Saint Louis de Gonzague et le Petit Séminaire Collège Saint-Martial, de l'Église catholique, ainsi que d'une série d'autres institutions scolaires, en dit

Suite en page 3

HAPPENNINGS!

FROM THE DESK OF RAY JOSEPH

The gang issue takes Center Stage

After a honeymoon period of nearly five years with the violent gangs that have caused death and

bandits who seem poised to fully occupy Port-au-Prince, Haiti's capital, now 90% under their control.

But action by the "Task Force" put together after an entente between the Prime Minister and the Presidential Council of Transition (CPT by its French acronym) is causing damage in the camp of the gangs. The use of drones against two or three strongholds of the bandits has resulted in several of them killed while some are wounded. This prompted a Haitian official, who requires anonymity, to state that "fear has changed camp." He means the overwhelmed Haitian National Police (PNH, by its French acronym) and the ill-



Prime Minister Alix Didier Fils-Aimé.

desolation in Haiti, there seems to be an awakening on the part of the authorities about the armed

Continued to page 7

APRÈS LE CHANGEMENT DE GARDE AU CPT METTANT EN PLACE FRITZ ALPHONSE

Annnonce de drones kamikazes lâchés sur les bandits

Mais les criminels intensifient leurs attaques

Suite de la page 1

réseaux sociaux donnant l'impression que les forces de l'ordre ont causé de graves préjudices sur les criminels, qui ressemblent à des hécatombes, ne semblent pas convaincre grand monde. Cela fait évoquer le manque de crédibilité de la PNH en ce qui concerne ses succès.

Selon des déclarations faites par Pierre Espérance, président du Réseau national de défense des droits des Haïtiens (RNDDH), des drones kamikazes ont été jetés sur plusieurs bastions de gangs armés faisant au moins 50 morts, bien que d'autres rapports diffusés sur les réseaux sociaux situent ce nombre à une centaine. Les



Des manifestants qui demandent une transition de rupture.

frappes ont eu lieu, selon ces sources, à Grand Ravin, Village de Dieu, Delmas et Fouchard.

Dans son témoignage, à une station de radio de la capitale, Pierre Espérance a déclaré que, une brigade spéciale créée au sein de la PNH, qui semble échapper au contrôle du directeur général de l'institution policière, Rameau Normil, est en train de décimer les criminels. Selon lui, pas moins de 50 bandits ont été tués, en sus de



Une autre phase de la manifestation de la population de Port-au-Prince.

nombreux blessés.

À peu près cette même version est colportée par d'autres organes de presse en ligne, dont les apports ont une allure triomphale, qu'on dirait d'inspiration policière. Toutefois, même M. Espéran

ce, dont les interventions dans la presse, dans d'autres cas, sont accueillies de manière positive, ne fait pas l'unanimité, quant à son objectivité. À l'instar du récit du patron du patron du RNDDH sur les dégâts infligés sur les bandits par les drones meurtriers de la PNH, les différentes versions transmises sur les réseaux sociaux semblent pécher contre la crédibilité.

D'aucuns penseraient que la hiérarchie policière semble si préoccupée à s'insinuer positivement dans la vue du public, soupirant après la mise en déroute définitive des malfrats qu'elle n'hésite pas à fabriquer des histoires faites sur mesure relatives à des actions punitives contre les criminels. À

la lumière des communiqués émis par Lionel Lazarre, le porte-parole adjoint de la PNH, et les reportages faits sur mesure présentés par des journalistes travaillant de manière clandestine pour la PNH, l'aspect biaisé des rapports sur les succès des forces de l'ordre saute aux yeux.

Dans de telles circonstances, on se demande pourquoi les décideurs haïtiens, sachant à quel

point le public se méfie de leurs communiqués de presse ou des informations qu'elle publie concernant les succès de ses patrouilles engagées dans des accrochages avec les gangs, elle n'offre pas de photos pour étayer leurs rapports ? Dans cet ordre d'idées, la

hiérarchie policière ne doit pas oublier les preuves qu'elle avait exposées relatives aux hommes de « Viv Ansanm », qui voulaient envahir Pétiyon-Ville, dans la matinée du 1^{er} janvier 2025. Grâce à une intervention rapide de la PNY, au moins six de ses individus ont été capturés. Capturés par les activistes de Canapé Vert, ces hommes se sont vu infliger le supplice du « Bois Kale » ayant eu leur corps brûlés. Ce jour-là, leurs restes calcinés ont été transportés dans un pick-up.

Les policiers toujours accrochés à leur méthode répressive

Alors que, face aux attaques criminelles des bandits armés dirigées sur eux par les gangs armés, les policiers demandent la solidarité du public, souhaitant ardemment l'encadrement et l'encadrement agissant des brigades de quartier, ils n'abandonnent pas, pour autant, les mesures répressives qu'ils emploient contre le peuple descendant dans la rue pour réclamer ses droits. C'est le cas de la manifestation du 19 mars, lors d'une mobilisation orchestrée par la commune de Bourdon, avec la participation de plusieurs groupements et partis politiques, contre l'insécurité.

Mais la PNH, toujours fidèle à ses pratiques répressives, n'a pas fait économie de gaz lacrymogène, alors que les policiers épargnent les criminels. Et pire encore, certains ont tiré à hauteur d'hommes, faisant un mort et des blessés.

Un manifestant grièvement blessé a été transporté d'urgence à l'hôpital du Canapé Vert, faut de médecin disponible à l'institution hospitalière où il a été acheminé premièrement. La décision a été prise de le transférer à l'hôpital du Canapé Vert. En raison de la distance et du trafic ayant compliqué le trajet, il a rendu l'âme avant d'arriver à destination.

À partir de cet incident, on peut dire que la « lune de miel » de la PNH avec le public touche à sa fin. Depuis quelque temps, à la faveur de la lutte contre les gangs armés faisant monter de plusieurs crans l'insécurité et se donnant à cœur joie dans la répression multiforme, la coopération était presque parfaite avec la population, notamment dans le cadre de l'administration du « Bois Kale ». Maintenant, suite à ces actes répréhensibles des policiers donnant dans la répression de citoyens exprimant leur colère contre l'insécurité entretenue par les criminels dans l'indifférence des autorités, les citoyens déclarent, d'ores et déjà, animés d'une différente attitude à l'égard des policiers.

Fritz Alphonse Jean lance à son tour ses promesses

Comme il fallait s'y attendre, Fritz

Alphonse Jean, le troisième président du Conseil présidentiel (CPT) n'est pas en reste, par rapport à ses prédécesseurs. Aussi a-t-il annoncé de nouvelles mesures pour combattre l'insécurité, sur toute l'étendue du territoire nationale.

Dans le cadre d'une réunion stratégique, qui s'est tenue entre Fritz Alphonse Jean, président du CPT, le jeudi 20 mars 2025, avec le directeur général a.i de la Police nationale d'Haïti (PNH), Rameau Normil, au siège de la Direction générale de la PNH (DGPNH), à Clercine, commune de Tabarre. En présence de plusieurs autres hauts responsables, soit le lieutenant général a.i des Forces

niers. Fritz Jean a décidé qu'il était nécessaire de mettre l'accent sur l'importance de la protection de la population.

Cette réunion au quartier général de la PNH avait lieu le lendemain d'une manifestation qui s'était dirigée devant le Bureau du Premier ministre, à Villa d'Accueil, espace que M. Alix Fils-Aimé partage avec les membres du CPT.

Une des mobilisations ayant attiré le plus grand nombre de participants, ces derniers jours, pour la plupart des jeunes, originaires du Canapé Vert, ont exigé que les autorités puissent prendre des décisions immédiates pour rétablir, l'ordre et la sécurité à Port-



Manifestation contre l'insécurité à Port-au-Prince.

armées d'Haïti (FAD'H), Derby Guerrier, ainsi que le commandant de la Mission multinationale de soutien à la sécurité (MMAS), le général policier Godfrey Otun ge, ont participé à cette rencontre au cours de laquelle M. Jean a fait comprendre l'importance d'une

au-Prince, ainsi que l'anéantissement des criminels, à travers les dix départements géographiques du pays.

Intervient Alix Fils-Aimé avec ses promesses

On dirait que le CPT est en compétition avec le Premier ministre, par rapport aux promesses. Après avoir lancé les nouvelles dispositions qu'il se propose de prendre assurer le retour de la sécurité, dans le pays, lors d'une rencontre avec le DG de la PNH et d'autres hauts dignitaires du domaine de la sécurité, Fritz Alphonse Jean s'est vu suivre sur le même terrain par le Premier ministre Alix Didier Fils-Aimé.

En effet, M. Fils-Aimé a voulu comme donner la réplique au coordonnateur du CPT, après la manifestation devant la Villa d'Accueil, à Musseau lorsqu'il s'est déclaré aux écoutes du peuple.

Réagissant aux critiques, qui dénonçaient la dispersion par la Police de cette mobilisation, Fils-Aimé a déclaré qu'il « « Nous avons entendu. Nous comprenons et nous ne nous arrêterons pas de travailler pour la population ». Il devait ajouter qu'il entend continuer à œuvrer pour rétablir la sécurité, insistant sur sa détermination à répondre aux attentes de la population en matière de sécurité.

L.J.



L'ex-sénateur Steven Benoit parlant dans le micro d'un journaliste.

approche concertée pour relever les présents défis sécuritaires.

Au cours des discussions, le président du CPT a passé des directives précises et directes aux responsables dans ce domaine, en ce qui concerne l'intensification des opérations lancées conjointement entre l'institution militaire et les acteurs de la PNH, mais surtout consolider les moyens de répondre aux menaces encore plus récurrentes, ces temps der-

Du sang dans le sucre de *Domino Sugar*

Par Jan Saint-Macary *

Le 19 mars 2025, le *New York Times* révélait que l'administration Trump avait discrètement levé l'interdiction d'importation du sucre produit par la « *Central Romana Corporation* », malgré des accusations avérées de travail forcé. « *Trump Administration Quietly Lifted Ban on Dominican Sugar Company Over Forced Labor* », titrait le journal, dénonçant le fait que l'entreprise était, en partie, détenue par des donateurs de Donald Trump. Cette décision marque une victoire des puissances économiques et politiques sur les droits humains, aux dépens des milliers de travailleurs haïtiens réduits à l'exploitation dans les plantations de canne à sucre dominicaines. Mais cette situation ne résulte pas seulement de la cupidité des multinationales américaines et dominicaines : elle est aussi facilitée par la complicité du gouvernement haïtien.

Des conditions dignes du XIXe siècle

Les coupeurs de canne haïtiens, en République dominicaine, vivent dans des conditions proches de l'esclavage. Recrutés sous de fausses promesses, ils sont piégés dans des bateyes insalubres, sans accès à l'eau potable, à des soins de santé décentes ou à des papiers d'identité. Leur maigre salaire, souvent en dessous du minimum vital, est amputé par des frais injustifiés. La *Central Romana Corporation*, principal employeur du secteur et fournisseur de

la marque « *Domino* », contrôle, non seulement leurs conditions de travail, mais aussi leur habitat, les laissant enfoncés dans une dépendance totale.

Sous l'administration Biden,



Des coupeurs de canne au travail.

la douane américaine avait interdit l'importation du sucre de Central Romana, après des enquêtes prouvant des violations graves des droits des travailleurs. Mais cette interdiction a été levée par le gouvernement Trump, sans que la situation des travailleurs ne se soit significativement améliorée. Les ONG, notamment *Corporate Accountability Lab* (CAL), ont dénoncé cette décision, affirmant que les coupeurs de canne continuent de subir des abus systématiques : travail sous surveillance armée, heures supplémentaires non rémunérées et menaces d'expulsion.

La responsabilité des gouvernements dominicain et haïtien

Si la Central Romana est la principale coupable de cette exploitation, les gouvernements domini-

cain et haïtien en sont les complices. L'État dominicain ferme les yeux sur les violations des droits humains et protège activement les intérêts de l'industrie sucrière. En 2016, il avait promis des pensions humanitaires à 4 000 travailleurs haïtiens âgés, mais la plupart n'ont jamais vu la couleur de cet argent. En parallèle, les expulsions massives de travailleurs haïtiens se sont intensifiées, parfois en pleine nuit, pour maintenir la peur et la soumission parmi ceux qui restent.

De l'autre côté de la frontière, le gouvernement haïtien joue également un rôle honteux en fer-

mant les yeux. Depuis des décennies, il permet le recrutement de ses citoyens dans ces conditions abjectes, en échange d'accords opaques avec les élites dominicaines. Il ne fait rien pour protéger ses ressortissants, n'offre aucune assistance aux expulsés et ignore totalement le sort de ceux qui travaillent dans les plantations. Il est clair que pour les dirigeants haïtiens, la vie de ces travailleurs ne vaut rien face aux bénéfices qu'ils peuvent tirer des relations avec l'oligarchie dominicaine.

Un silence coupable

L'affaire Central Romana illustre une vérité brutale : si certains gouvernements prônent la lutte contre le travail forcé, d'autres n'hésitent pas à faire des exceptions pour des entreprises aux poches bien remplies. La famille Fanjul, propriétaire de Central Romana et de « *Florida Crystals* », est une figure incontournable de l'industrie sucrière américaine. Pendant des décennies, elle a arrosé les campagnes électorales des républicains comme des démocrates, obtenant en retour des réglementations favorables et des passe-droits.

En 2024, la Fanjul Corporation a versé 1 million de dollars au PAC « *Political Action Committee* » (Comité d'actions politiques) et plus de 400 000 dollars au Comité national républicain. Ces contributions ont sans doute pesé lourd dans la décision de lever l'interdiction frappant Central Romana. Les États-Unis, qui se posent en champions des droits de l'homme, montrent ici son

visage répréhensible : celui d'un État au service des grandes entreprises, même au prix de la dignité et de la vie humaine.

Une lutte qui continue et qu'il faut appuyer

Face à cette injustice, des organisations comme *Corporate Accountability Lab* (CAL) continuent de se battre pour exiger des conditions de travail décentes et une reconnaissance des droits des travailleurs haïtiens. Mais cette lutte ne peut pas être menée par les ONG seules. Il est temps que les Haïtiens de la diaspora, les défenseurs des droits humains et tous ceux qui refusent l'exploitation moderne se mobilisent pour dénoncer ces pratiques et exiger des comptes aux responsables.

La levée de l'interdiction sur le sucre de Central Romana n'est pas seulement une trahison des travailleurs, c'est un feu vert donné à l'esclavage moderne. Il est plus que temps de mettre un terme à cette complicité entre Washington, Port-au-Prince et Saint-Domingue, et de redonner leur dignité aux travailleurs haïtiens.

* Jan Saint-Macary, MBA, Ph. D.

Professeur de stratégie et de gestion de projets
Département des sciences administratives
Université du Québec en Outaouais (UQO)
Gatineau, Québec, Canada

LA SITUATION SÉCURITAIRE EN HAÏTI S'EST DÉTÉRIORÉE ENCORE

Une vague d'institutions scolaires ferment leurs portes Parmi elles Saint Louis de Gonzague, Petit Séminaire Saint-Martial et d'autres L'enseignement à distance risque de devenir la norme...

Suite de la page 1

long.

En effet, depuis plusieurs années que l'emprise des gangs armés se solidifie à travers le pays, mais d'une manière exceptionnelle, à la capitale, l'Église catholique a jugé qu'il était sage maintenant de ne pas prendre la responsabilité d'assurer l'enseignement en présentiel. Aussi, dans une correspondance adressée aux

parents et autres entités concernées, les intéressés sont avertis de garder leurs enfants chez eux, car l'école restera fermée jusqu'à nouvel ordre, en raison de la situation sécuritaire, désormais intenable.

Cette décision semble indiquer que ces deux écoles catholiques, les deux plus anciennes congrégationnistes implantées en Haïti et institutions catholiques perdent confiance dans les possibilités des autorités haïtiennes de

rétablir l'ordre, la sécurité et la paix, à Port-au-Prince et les communes avoisinantes, qui en dépendent, ainsi que dans les autres départements du pays, surtout le département de l'Artibonite, se trouvant, presque comme la capitale, sous l'emprise des criminels, de jour comme de nuit. Il faut noter que cette décision est adoptée par d'autres institutions scolaires : Collège Canado-Haïtien, Institut du Sacré-Cœur de Turgeau, Collège Marie-Anne de

Blondi. À l'instar de Saint-Louis de Gonzague, ces derniers établissements scolaires ont annoncé aux écoliers de rester chez eux, car les cours seront dispensés à distance, jusqu'à nouvel ordre, l'insécurité permanente et omni présente. Dans la logique des choses, après toutes ces années que les hommes et femmes, qui, soi-disant, dirigent Haïti, n'affichent aucune intention de remplir leurs devoirs envers la nation, dont les premiers sont la protection des vies et des biens, il faut trouver des moyens efficaces pour les remplacer. En attendant, il faut, tout au moins, tout faire pour que l'enseignement, en général, soit à l'ordre du jour.

Loin de rassurer le monde éducatif en décidant de prendre des actions musclées contre les gangs armés pour favoriser le

fonctionnement, dans la paix et la sérénité, des institutions scolaires, le secteur universitaire commence à rallier le mouvement de chômage forcé des écoles privées. à passivité. Car l'envahissement des zones, telles que Carrefour-Feuilles, Saint-Gérard, Bois-Peu-de-Choses, Place Jérémie et Avenue Christophe, dont plusieurs maisons, et même des bâtiments sont littéralement occupés par la criminalité, a déterminé les responsables des facultés des Sciences humaines et de l'INA GHEI de l'Université d'État d'Haïti à suspendre les cours en présentiel.

L'enseignement à distance envisagée mais...

Depuis que l'insécurité commence à montrer le nez, à la capitale

HAÏTI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : haiti-observateur.ca

Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.

Suite en page 9



Suite de la page 12

a été oublié. « Ce que nous devrions tous faire, c'est ignorer ce scénario qui nous est proposé, où la controverse, la discussion, l'accusation, la détermination de la responsabilité deviennent une obsession, détériorant le climat dans lequel le football doit être joué ». Bielsa dit encore : « C'est très triste pour ceux qui sont passionnés et vivent par amour du jeu ».

C'est douloureux de voir que le grand Brésil aligne deux latéraux, qui ne débordent, ne décrochent aucun centre, ni même ajuster un tir. Encore plus douloureux de voir évoluer les deux défenseurs centraux qui, pourtant, mili-

tent dans deux grands clubs, Militao et Maquinos, déjà limités athlétiquement et techniquement incapables de sortir balle aux pieds ou souvent en difficulté dans les duels et les relances, quand on pense aux seigneurs en défense, tels que Nilton Santos, Carlos Alberto, Oscar, Junior, Leandro, Francisco Marinho, des défenseurs élégants et royaux, tels un Ronaldo, Luis Pereira, Mario Mariano, ou encore des milieux, tels Clodoaldo, Zico, Gerson, Tonino Cerezo, Falcao, Didi... etc... sans arriver aux génies que furent tous ces géants du roi Pelé, Garrincha, Jairzinho, Ronaldo, Bebeto, Romario, Ronaldinho, et même, plus récemment, Robinho, Kaka. Non, ce n'est pas pos-

sible, la gêne brésilienne ne peut pas mourir !

C'était triste de voir évoluer une sélection brésilienne sans inspiration besogneuse empruntée qui n'a pas su créer une seule occasion nette en 90 minutes d'un match lamentable.

Cela donne un pincement au cœur quand on fait la comparaison avec les vert et or des temps nouveaux. Même Vinicius Cértes, des éclairs de talent, mais il est loin d'être un génie, d'autant que ces excentricités annulent une grosse partie de son potentiel.

Le Brésil, il est vrai, n'est pas connu comme une grande tradition en formation de jeunes. Le contexte socioéconomique spécial d'antan et la lutte d'une jeu-

nesse pauvre mais motivée pour créer et inventer d'antan sur les « Pelada », ces terrains de poussière et de boue sur lesquelles les jeunes créaient, inventaient leur Futebol et apprenaient leur tour d'artiste avec Las Pelas, les ballons en coton, tout cela a affecté le beau jeu ou « jogo bonito » et qui faisaient du football un art incomparable qu'il faudra un jour réinventer, seule façon pour favoriser le retour au « futebol arte ».

Classement AMSUD actuel

Les éliminatoires se terminent en septembre 2025

1-Argentine 25 pts

2-Uruguay	20 pts
3-Équateur	19. Pts
4-Colombie	19 pts
5-Brésil	18 pts
6-Paraguay	17 pts
7-Bolivie	13 pts
8-Venezuela	12 pts
9-Chili	12pts
0-Pérou	2pts

1 Neymar, Ronaldinho, Ronaldo, Pelé, Garrincha, Zico, Socrates, Dani Alves, Roberto Carlos, Rivaldo, Romario, Jaizinho, Kaka, Cafu..

Trophée coupe du monde : reverrons nous u image pareille :Rivaldo, Ronaldo, CAFU champions 2002

Le calvaire des personnes déplacées de Solino

Spécial à Haiti-Observateur

Par Marie Florence François

L'anxiété, la tristesse, c'est ce qu'on peut lire sur le visage des personnes qui ont fui la violence

sont réfugiés à l'École municipale Pierre Labitrie, de Delmas 31, où nous avons mené une enquête approfondie. Ces personnes, survivantes de la violence d'hommes armés de Solino n'épargnant ni femmes, ni enfants, qui sont en tassées comme des sardines dans

lette, voire trouver un plat chaud chaque jour.

Ces déplacés ont expliqué leurs déboires après s'être forcés d'abandonner leurs demeures, pour se mettre en quête d'un abri. Pire, les mères sont exposées, avec leurs enfants à la belle étoile,

pas résister aux pluies torrentielles. Alors, on peut s'imaginer le calvaire de ces personnes pendant la saison pluvieuse.

Dans ce camp de déplacés, on trouve 2 862 personnes, réparties en 771 familles, parmi lesquelles 13 handicapées, 68 enfants, de 0 à 11 mois ; 193, d'un à 5 ans ; 196, de 6 à 11 ans ; 203, de 6 à 17 ans, 1903, de 60 ans et plus.

Les déplacés nous expliquent qu'ils n'ont pas pu emporter leurs effets personnels quand ils fuient leurs demeures, afin d'échapper à la violence des gangs armés. Pendant notre enquête nous avons pu constater qu'environ 15 familles utilisent un seul réchaud, pour faire bouillir leur marmite. Or, il y a beaucoup de personnes, mais très peu de réchauds, et elles manquent de moyen pour en acheter, ainsi que d'autres ustensiles.

C'est une misère atroce que nous avons vue dans ce camp de déplacés. La majorité des enfants dans le camp ne vont pas à l'école, parce que leurs parents n'ont pas les moyens pour payer leur scolarité. Leur situation est vraiment lamentable.

Marie Forence François, coordinatrice du Projet Fondation Ayisyèn pou devlopman

ekonomik ak sosyal (FONADES).

Tel. 509 4848 5790 ; 509 3271 0246 ; email: francoismarieflorence61@gmail.com



L'école municipale Pierre Labitrie de Delmas.

des gangs armés de Solino, en banlieue de la capitale, dans le département de l'Ouest, un quartier qui était déjà défavorisé dans la commune de Port-au-Prince.

Une grande partie des gens se

cet espace non approprié, et surtout dépourvu de toutes les infrastructures de base.

Il n'existe pas un point d'eau potable, ni pour le bain ou la lessive. Pas d'électricité, pas une toi-



Autres réfugiées et leurs possessions dans la cour de l'école.

et à toutes sortes de violence. C'est que l'espace n'était pas construit pour accueillir toutes ces personnes. Ceux qui ne trouvent



Les personnes abritées dans une école.

pas de place à l'intérieur, dans des salles de classe, sont obligés de se construire une tente de fortune sur la cour. Ces « petits préla », en langue vernaculaire, ne peuvent



Frantz Photo & Video Studio
 PHONE: 718 953 4990 / 917 513 2118
 843 FARMERS AVENUE (BETWEEN UNION & PARK AVENUE)
 FRANTZSTUDIO.COM

Weddings, Engagements, Bridal Showers, Baby Showers, Birthday Parties, Graduations, Communion, Headshots, Enlargements (without negatives), Photo Restoration, Invitations, Passport photos & much, MUCH MORE!

DE BROSSE & STUDLEY, LLP
Richard A. De Brosse
 Attorney at Law
 ACCIDENTS * REAL ESTATE * MALPRACTICE
 182-38 Hillside Avenue (Suite 103)
 Jamaica Estate, N.Y. 11432
Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187
 rdebrosse@QueensLegalPlaza.com

OBITUARY

Obituary for Astrid Saint-Gérard Joseph: Celebrating a Remarkable Life

The great French poet Alphonse de Lamartine, in his poem *Lac (The Lake)*, wrote: "Men have no port, time has no shore, it flows, and we pass."

On October 22, 1971, Astrid Saint-Gérard Joseph "sailed" into the lives of Drs. Marie José and Serge Saint-Gerard. Born in Port-au-Prince, Haiti, she was their second child and grew up with her older brother, Pascal. The family later migrated to Cambria Heights, Queens, New York, where Astrid began kindergarten. A few years later, their family grew to include Joanne. Astrid went on to graduate from Christ the King High School.

In 1990, she attended Northeastern University, where she earned a B.S. degree in Communication. As a student, Astrid was very involved on campus. She served as the historian

for the Northeastern Black Students Association (NBSA) for

four years and was an active member of several committees supporting the John D. O'Bryant African American Institute. She engaged in numerous community service initiatives both on and off campus. One of her proudest projects, during her senior year 1995, was producing *Our Moving Memories II*, a senior-year video highlighting the aspirations of Black graduates. Astrid's vibrant and sociable nature made her a well-loved figure on campus.

During her sophomore year, she met Yvel Joseph, and a deep friendship blossomed between them. Over time, they realized they were soulmates. On May 30, 1999, they were married and built their life together in the Boston area, where they were blessed

with two sons, Thadeus (2002) and Julian (2006.)

In May 2019, Astrid earned a master's degree in health communications from Boston University.

Her professional journey included roles at WGBH, Avid Technology, and Media 100. During a career transition, she worked as the Office Manager at the Boston Temple Seventh-day Adventist Church (BT.) She then found her professional home at Beth Israel Deaconess Medical Center, where she dedicated 22 years as the Research Administrator for the Institutional Review Board (IRB.) She would spend over 10 years as a team member and later as co-chair to the Martin Luther King, Jr. Ceremony honoring the BIDMC's YMCA Achievers.

Astrid's faith was the cornerstone of her life. Raised Catholic, she was later baptized in the Pentecostal church. While attending the Grace Church of All Nations, she taught Sunday school and contributed to the media ministry. She and Yvel later became active members of the Boston Temple SDA Church (BT) where they began their spir-

itual journey. They devoted themselves to the young adult, diaconate, hospitality and property ministries. Astrid's faith in God inspired her to treat others with compassion, love, kindness, and respect.

Beyond her professional and spiritual life, Astrid was an avid reader and a dedicated book club member where she enjoyed discussions and expanded her perspectives on many various topics, especially around social and community issues. She loved sports, especially basketball and football—and had a passion for the outdoors, enjoying hiking and biking. She participated in several Boston 5K and 10K races.

Astrid's love for the arts and culture shone through her passion for photography and gardening. She loved to dance, and you could always find her and Yvel dancing the night away at events. Spring was her favorite season, and she adored tulips. A committed community advocate, she volunteered with the NAACP, Women in NAACP (WIN,) Randolph DEI, and Good Sport. She was also a member of several professional networks, including The Partnership. She was always striving to uplift others and make a difference in their lives.

Astrid's greatest joy in life was her family and friends. She

was deeply loving, kind, and thoughtful, always careful with her words and serving as a voice of reason. Though she seemed to be an introvert, her strength, warmth, and bright personality drew people to her.

On March 4, 2025, an unfortunate incident brought about her untimely passing. Yet, her influence and zest for life will sail on. Her legacy is a testament to a life well-lived, filled with love, service, and unwavering faith. She was a shining star, and she will be greatly missed.

Deepest condolences go to her beloved husband and partner, Yvel Joseph, and their sons, Thadeus and Julian. She is also survived by her brother Pascal (Trina), her sister Joanne (Thair), nephews Roman Lee, Naim and Amari as well as her great extended family and host of many friends.

Rest in peace, sweet Astrid, until we meet again on that beautiful heavenly shore, where we will never part again.

** As part of the celebration of Astrid's life, attendees are encouraged to wear colorful or African attire. **

To send flowers to the family or plant a tree in memory of Astrid Joseph, please visit our floral store.

In memoriam : Marie Liza S. Desmarattes

Les familles Desmarattes, Sylvains, Royer, Eugène, Pierre-Louis, Emmanuel, André, Estriplet, Dragon, David, Salomon, Dessources, Auguste, Lauture, Jean, Jean-Pierre, Jean-Louis, Rabel, Lystanis, Lazarre, Jean-Marie, Stephens, Jamin, Withers, Duplan, Mondesir, Michel, Descollines, Gilles et Jules, Barbot, Ballan et Muscat, annoncent avec infiniment de peines la triste nouvelle du décès de Madame Marie Liza S. Desmarattes survenu dans la nuit du mardi 18 février 2025 à l'Hôpital Piedmont Henry de la ville d'Atlanta, au terme d'une longue maladie courageusement supportée.

En cette pénible circonstance, les familles précitées annoncent également que les funérailles de la regrettée Marie Liza Desmarattes seront chantées le samedi premier mars 2025 en l'Eglise du Christ Théophile haïtien d'Atlanta entre 10:30 AM et 1:00 P.M., où l'officiant principal sera le Révérend Billy Beaufils, dit Pasteur BB, ami personnel et collègue écrivain du frère de la disparue, Lyonel

D. Desmarattes. ... Le sermon de circonstance sera précédé de remarques, réflexions et témoignages offerts à tour de rôle par les personnalités suivantes :

- L'honorable Mégie J.R.

Sylvains, (grand cousin), psychologue, guérisseur divin, humaniste et philanthrope de renom

régionale, nationale et internationale dont la clientèle inclut des Haïtiens ainsi que des étrangers demeurant et domiciliés sur plus d'un continent;

-L'agronome Freude Desmarattes (grand frère) dont les témoignages vont couvrir plusieurs décades de bonnes relations avec une petite sœur aimable et toujours disposée à séduire ses neveux et nièces par des petites gâteries faites en toute discrétion à Fredo;

-Le journaliste, écrivain, académicien, créoliste, dramaturge et acteur, Jean Lyonel D. Desmarattes (frère aîné) dans une peinture assez détaillée des différentes phases de la vie de sa petite sœur pour la camper beaucoup mieux et avec beaucoup plus d'objectivité et manque de parti-pris préjugés qu'un reportage-photo ou

vidéo n'aurait jamais pu le faire ;

-L'économiste et agent immobilier Clotaire Pierre-Louis (grand frère adoptif). Pendant trois minutes ou moins de temps, Clotaire fera un résumé des hauts et des bas (surtout des hauts) qui ont marqué les rapports pleins

d'affection, d'attention et d'ami

tié qui l'ont lié avec la fille, que ses parents, Yaya et Barthelemy Pierre-Louis n'avaient pas eue. Pendant de longues années de convivialité, soit (de vivre ensemble), en en Haïti et à New York –

où ils avaient émigré tous les deux, au milieu des années 1980, ils étaient devenus le genre inséparable de coupe insolite et drôle, qui aimait se hair en public pendant une minute et se réconcilier la minute d'après, sans honte aucune et sans nulle gêne.

-Fils adoptif Gérard Salomon II, dit « Patoto », qui a obtenu, à la dernière minute et à la première réquisition de ses supérieurs de l'Armée américaine l'annulation volontaire d'un voyage imminent suivi d'un déploiement en terre étrangère... pour assister, en présentiel, aux obsèques de sa mère d'adoption.

- Le Révérend Gislain Sylvains-Durandisse (grand cousin et pasteur baptiste basé à Atlanta). Un tableau exhaustif de la tradition liant les Desmarattes du Sud-Est à la campagne d'évangélisation du département, remontant au tournant du siècle dernier (le 20e) au début duquel le missionnaire Rosilus-Durandisse-Sylvains (alias « Papa Zi ») reçut la grande commission d'aller porter la bonne nouvelle de l'Évangile dans toute la partie orientale du département, alors encore une partie intégrante du département de l'Ouest.

L'adresse de l'église Théophile Haitian Ministry Theophile Church in Christ Inc.
930 Custer Ave.
Atlanta, GA 30316
Appeler : (404) 624-9432

L'Adresse de la Maison Funèbre : **Ford-Stewart Funeral Home**
Phone: 770-210-2700

Informations ajoutes relatives :

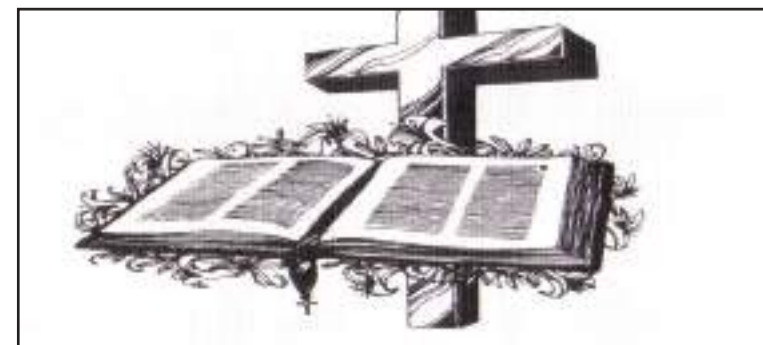
Une vingtaine de stations de radio et/ou de télévision se sont mises d'accord avec la famille Desmarattes pour retransmettre en direct la cérémonie religieuse, à partir de l'Eglise En Christ Théophile du Ministère haïtien Inc... Nous en citons quelques-unes avec la publication d'une liste qui est loin d'être exhaustive, avec une majorité de stations fonctionnant dans le département du Sud-Est, région natale de Madame Marie Liza S. Desmarattes;

La Radio Lumière, Le Réseau évangélique et culturel d'Haïti, Port-Au-Prince, Haïti ; Radio Espérance, Voix de l'Eglise Adventiste, en Haïti; Radio Métropole, Le Monopole et le Grand Pôle des faits de l'Actualité nationale et internationale, prouvant, encore une fois, si besoin était, qu'elle est « toujours sur place là où l'action se passe » pour être fidèle à l'immortel Bob Lemoine, collègue et ami personnel de Lyonel Desmarattes ; Radiotélévision Ginen ; Radio télévision Caraïbes ; Radio

Nationale d'Haïti.

Dans le Sud-Est, sont d'accord pour être à bord, même sans compensation monétaire aucune, les stations suivantes : -Radio Express Continentale (Jacmel) ; -Radio Hispaniola, propriété de Belle-Ansois Wilder Thibaud ; La RKB (Radio Communautaire de Belle-Anse, patelin natal de Madame Marie S. Liza Desmarattes; La 4VEH, La Voix évangélique d'Haïti (Cap-Haïtien); La Radio Nouveaux Horizons, administrée par le collègue, ami et protégé de Lyonel Desmarattes et du pasteur Mégie Sylvains, le journaliste, professeur de droit et avocat Yvan Martin Jasmin.

Veillez attendre lundi matin, 10:00A. M., au plus tard, pour la confirmation de la participation des radio/tv suivantes par notre représentant en Haïti, le pasteur Ludner Royer Baptiste, ancien administrateur général de Radio Lumière, présentateur/animateur pendant plus de 20 années du fameux et populaire segment quotidien appelé « LA PRIÈRE DU MIDI », qu'il commençait par ces mots : « IL EST MIDI, HAÏTIENS, HAÏTIENNES, CHRÉTIENS, CHRÉTIENNES, L'HEURE EST À LA PRIÈRE...



GRENN PWONMENN

Nan ki direksyon yo prale ak peyi a ? Èske y ap monte, osnon y ap desann ?

Jan mwen wè bagay yo ap dewoule ann Ayiti, mwen pa ka di mwen konprann nan ki direksyon nou prale. Èske nou sou wout pou rezoud kesyon gang yo ki mete peyi a tèt anba ? Oubyen èske gang yo deside pou kapote tout bagay nèt ale, epi èske yo gen mwayen pou fè sa ?

Èske se vre batay kont kòripsyon ak enpinite kòmmanse tout bon, kote y ap fouke vòlè ofisyèl ki fin pran lajan peyi a, lajan ki ta dwe sèvi pou rezoud tout gwo pwoblèm nou konnen yo, an kòmmanse pa pòvete, grangou k ap touye mounn san rete ? Epi gang ap fè e defè, pandan ke Lapo lis ak swadizan Lame pa gen sekilfo pou mennen konba kont gang yo !

Se kòripsyon ak enpinite ki mete peyi a nan twou li ye a

Ann pran kesyon *kòripsyon* ak *enpinite* a, kote vòlè ofisyèl fin ranmase youn vounm kòb epi yo chita byen alèz, ap gade w, epi yo di : « *Si w kapab vin manyen m !* » Sa k fè mwen vin sou sa an premye, se paske samdi pase, nan dat 15 mas, gran m ti maten mwen resevwa youn nouvèl ki pa t manke atire atansyon m. Gwo tit la di : « *Dernière Nouvelle* ». Mwen kouri li l byen vit. M ap ban nou l jan l te vini an, an franse : « *L'ULLCC (Unité de lutte contre la corruption) lance un avis de recherche contre l'ancien protecteur du citoyen Renan Hédoüville* ».

Se pa ti jwèt non. Men òganizasyon Leta, ki gen otorite pou atake mounn ki nan vòlè lajan Leta epi k ap jwi kòb yo, san okenn lapèrèz, lage 2 gidon deyè gran nèg sa a, ki te gen gwo tit.

Wi, se Renan Hédoüville ki te san se ap pwoteje tout sitwayen, tankou ou menm avè m, ke yo di ki te nan vòlè lajan Leta ki te nan men l, epi lage l nan move zafè. Alò, ULCC lage lapolis deyè l, paske yo pa konn kote msye ye kounnye a. Ale wè si l pa gentan chape poul li, kite peyi a.

Èske nouvo prezidan Konsèy prezidansyèl, CPT a, ap montre fòs li ?

Lè m te li enfòmasyon sa a, mwen di sanble ke Fritz Alphonse Jean, nouvo prezidan Konsèy prezidansyèl Tranzisyon an, sa yo rele CPT a an Franse, pa nan rans. Sanble li kòmmanse aji selon sa l te di nan diskou lè l t ap prete sèman, nan dat 7 mas la. Msye te di, « *kòm priyorite* », bagay pi enpòtan pou l fè, se mete sekirite nan peyi a, kivedi atake gang yo jan-sadwa, epi fò l derasinen kòripsyon. Kòm nou di deja, *kòripsyon* ak *enpinite* lakòz peyi a nan tchouboum li ye a. Kivedi fòk li trase youn egzanp pou montre ke se pa pale anpil li t ap fè, men l ap pase alaksyon. Se poutèt sa yo lage 2 gidon deyè Renan Hédoüville, ki sanble nan kache, osnon ki menm gentan sove, kite peyi a.

Alò, m ap repete sa m te deja di sou kesyon kòripsyon ki anba je nouvo prezidan CPT a, kote li pa bezwen lage lapolis deyè pèsonn ki nan kache, osnon ki gentan kraze rak. Pouki sa Mesye Jean pa trase egzanp la sou 3 kòlèg li yo ki nan CPT a ? M ap pale de Smith Augustin, Louis Gérald Gilles ak Emmanuel Vertilaire. Selon sa k deja pibliye, 3 gwo toro sa yo, ki se manm Konsèy prezidansyèl tranzisyon an, mele nan youn gwo eskandal lajan. Yo t al mande Raoul Pierre-Louis, ki

se prezidan Bank nasyonal kredi a (BNC an franse) pou l ba yo 100 milyon goud (750 mil dola) si l vle kenbe djòb prezidan l nan. Fò m di nou, BNC a se youn bank Leta. Kidonk, anvan mesye yo panko menm anchay anyen kòm prezidan, yo gentan rantrè nan kòripsyon. Yo soti pou yo militimyonè alapapòt.

Olye Mesye Pierre-Louis te ba yo kòb la, li te denonse yo bay ULCC, ki te konfime sa l di sou mesye yo se vérité. Bagay la te menm rive devan tribinal, men Emmanuel Vertilaire, antan ke ansyen jij nan Okap Ayisyen, ki se reprezantan Pitit Desalin nan CPT a, gentan pale ak jij parèy li yo nan sa yo rele Kou Dapèl, ki pran desizyon ke mesye sa yo se prezidan, yo pa ka parèt devan nenpòt ki tribinal. Kivedi yo pa vrèman koupab. Se konsa tou le 3 kontinye ap resevwa salè yo chak mwa : 220 mil goud, (287mil 545 dola) anplis de sa youn lòt chèk 73 mil 333 goud pou depans. Antouka, yo revoke Raoul Pierre-Louis. Li te fèt pou bay mesye yo lajan an epi fèmen bouch li.

Alò, m ap mande kilè Prezi dan Fritz Alphonse Jean pral fè sakilfo nan sityasyon 3 mesye yo ki nan kòripsyon epi ki kontinye chita ansanm ak tout lòt manm CPT a, li menm tou ? Èske li pral kontinye ak politik Leslie Voltaire, ke l ranplase a ? Kontinye kenbe 3 mesye yo epi vin gate epitasyon CPT a pi plis toujou ? Nou wè pou kisa anpil mounn di fòk CPT sa a, prezidans 9 tèt sa a bay talon l, li pa ka rete devan je nou toujou ! Nou menm, nou kwè Mesye Jean ta fèt pou reyini ak 5 lòt manm CPT a ki pa mele nan eskandal la, epi mete 3 kowonpi yo deyò. N ap tann msye nan

Kalfou Tenten sa a.

Annou pran kesyon gang yo

Kounnye a, n ap rantrè nan kesyon gang ki blayi nan peyi a, sitou nan Pòtoprens kote yo kontwole 90 pou san (90%) kapital la, jiskaske nou pwopoze chanje non Port-au-Prince pou *Port-aux-Crimes*. Sanble gen youn chanjman nan sityasyon an depi sa yo rele « *Task Force* » la rantrè ann aksyon. Se youn gwoup espesyal polis la mete ansanm ak ti lame nou an, ki kòmmanse lage « *drone* », youn klas bonm ki dirije egzakteman sou katye jeneral gang yo.

Premye kote yo te frappe se « *Village de Dieu* », toupre Matisan, anba bouch Pòtoprens, sou « *Route Nationale No. 2* » kote gang yo te tabli katye jeneral yo, depi nan dat premye jen 2021, menm anvan yo te ansasinen prezidan Jovenel Moïse. Li mouri san l pa t fè anyen kont gang yo. Tout Premye minis ki te pran pou vwa a apre l yo, menm Prezi dan Leslie Voltaire, pa vrèman fè anyen kont gang yo. Okontrè, mwen te bat bravo pou Mesye Voltaire lè l te fè youn gwo deklarasyon kont gang, nan diskou Premye janvyè 2024 la, lè yo t ap fete 221 lane endepandans Ayiti. Se premye fwa youn gwo chèf ann Ayiti te di li « *deklare lagè kont gang* ». Men nou tann mezi kont nou pou n te wè kilè premye kout fizi a osnon kout kanno te pral tire nan lagè sa a. Nad marinad !

Se youn semèn anvan Mesye Voltaire te renmèt pouvwa a ke premye atak la te fèt kont katye jeneral Izo (Johnson André) jan nou deja di, nan « *Village de Dieu* », epi nan katye jeneral Barbecue (Jimmy Chérizier) nan Delmas. Menm katye jeneral Mikano, nan « *Wharf Jérémie* », bò lanmè a, nan Pòtoprens, te pran youn frap. Nan tout atak sa yo, gen plizyè gang ki pèdi lavi yo.

Toukenkou, nou tandè mounn k ap di atak kont gang yo ak

« *drone* » lakòz inosan peye pou koupab. Yo pale de « *dommages collatéraux* », kivedi ti bonm *drone* yo touye mounn nan zòn kote yo tonbe a ki pa nan gang, tankou jenn timounn tou ke gang yo fòse vin travay ak yo. Antouka, nou kwè nan pawòl youn ofisyèl nou pa ka repete non l, ki di m : « *Ambassadeur, la peur a changé de camp* ». Kivedi, gang yo kòmmanse pè jan lagè a kòmmanse fè anpil dega pami yo.

Gang yo bay prèv yo la toujou

Mwen p ap rete lontan sou pwen sa a, men asireman nou tandè kijan gang yo konmèt kèk aksyon ki fè nou mande èske se vre gang yo ap kouri toutbon. Pa egzanp, gang yo boule Radio/Télévision Caraïbes, premye gwo stasyon radyo ayisyen, ki te tabli nan lane 1949, nan mitan kè Pòtoprens. Nan lasware 15 a 16 mas, yo atake zòn Delmas 19, yo boule anpil biznis, Tele Pluriel pami yo. Gen youn lòt ti stasyon radio/televizyon ki boule tou, mwen pa ka sonje non l. Jan nou wè l la, gang yo ap bat pou fè radyo ak televizyon sipasnn pale, pou yo pa met deyò tout mo s zak y ap konmèt. An palan de sa, yo te atake premye jounal Ayisyen an, *Le Nouvelliste*, ki te fonde nan lane 1898. Youn dènye zak, ki touche m anpil, se lè gang yo rantrè nan Hôtel Oloffson, nan Pòtoprens, ki gen youn repitasyon entènasyonal. Yo pa boule l, men yo sakaje l fopaplis.

Èske tout zak sa yo se pa youn fason pou gang yo di yo la toujou e yo pare pou yo batay. Antouka, m ap repete sa m toujou di depi nan dat 8 septanm 2021, ke gwo otorite yo, kit ann Ayiti, kit pami Kominote Entènasyonal la, pa janm okipe : « *Toutotan kesyon gang nan pa regle, anyen pa ka regle ann Ayiti* ».

**TiRenm/
Grenn Pwonmennen
raljo31@yahoo.com**

PORT-AU-PRINCE CONTINUE DE PERDRE SA POPULATION

Plus de 60 000 personnes en un seul mois

Cette perte risque de passer à 100 000/mois ou plus...

Suite de la page 1

Les gangs ont mené leur conquête de territoires systématiquement, dans le cadre d'une stratégie bien planifiée. Les quartiers situés au sud de la capitale ont été, dans un premier temps, pris pour cibles. Après Martissant, Gressier, Carfour et d'autres quartier de ces communes, les bandits qui contrôlent le nord de la capitale dirigent leurs attaques sur Croix des Bouquets, Bon-Repos et d'autres régions avoisinantes.

Au fur et à mesure que s'affaiblit la Police et qu'ils gagnent du terrain en rognant la surface de Port-au-Prince, notamment Carrefour-Feuilles, Bicentenaire, centre-ville et les autres espaces à accaparer.

Cap sur Pétiön-Ville

Depuis l'offensive de mars 2024, quand a été lancée l'attaque, qui visait à empêcher le retour d'Ariel Henry, au pays, après son voyage, tour à tour, aux Antilles anglophones et au Kenya, les malfrats ont commencé à intensifier leur

conquête de terrains, ambitionnant de mettre leur grappin sur des espaces jusqu'ici épargnés. Mais, dans le cadre de leur campagne, dont eux-seuls et leurs commanditaires connaissent l'objectif, il semble que le moment soit venu d'accaparer les zones de choix.

Selon toute vraisemblance, leurs ambitions les ont incités à mettre le cap sur Pétiön-Ville, déjà retenu comme centre-ville de substitut. Depuis quatre semaines ou plus, les attaques sont dirigées sur Delmas, en route vers Pétiön-

Ville, après avoir conquis Solino et frappé en même temps, les environs de l'aéroport, Tabarre, Avenue Poupelard, Christ Roi, Bourdon, Canapé Vert. Ces jours-ci des attaques opportunistes sont menées contre Pacot, Bois-Verna, en même temps que Chemin des Dalles, Avenue Christophe, tout en ayant Champ de Mars dans leur vue de manière permanente.

Incontestablement, Pétiön-Ville est ajouté sur la liste des zones préférées, et dont la conquête doit se faire progressivement. Après avoir perdu des « *soldats* »,

lors des offensives lancées contre ce faubourg de choix de Port-au-Prince, comme à l'occasion de la tentative malheureuse du 1^{er} janvier 2024. Il a été depuis décidé que le jeu ne vaut pas la chandelle d'avoir lancé cette attaque sur ce faubourg, même dans le cadre d'une action surprise. D'où, semble-t-il, la décision de faire un détour, en lançant une action pour conquérir de l'espace, en passant par Kenscoff. Les offensives répétées dirigées contre cette

Suite en page 7

HAPPENNINGS!

Continued from page 1

equipped minuscule army no longer are afraid of the well-equipped gangs, who count on some powerful individuals, international connection and even on moles in the PNH.

Attacks on Gangs and attacks by Gangs

In a detailed article by Kim Ives of *Haiti Liberté*, on March 5, there was a drone attack at Delmas 6, the Port-au-Prince neighborhood where Jimmy "Barbecue" Chérizier has his base. Two of his "soldiers" were wounded, he said, as well as 28 residents of the Delmas neighborhood in two attacks. To be noted, in 2020, facilitated by then President Jovenel Moïse, Barbecue, a former police sergeant, founded his Gang Federation. Last year, he pulled the various gang groups around the capital into a new organization he calls "Viv Ansanm" (Live Together), which has been very active, especially since January 27, with devastating attacks on the upscale community of Ken scoff, in the mountains some 15 miles southeast of Port-au-Prince. Initial reports mentioned 40 deaths, but it turned out to be more than 50 killed and many wounded. Several houses were torched, causing more than 100 to be displaced. The bestiality of the attackers is evidenced by their grabbing a baby from her mother's arms and throwing him in a fire set up for the occasion. Two weeks later, the distraught mother passed away.

The same day of the Delmas

attack there was also a drone attack on Village de Dieu, where the "5 Seconds" gang of Johnson "Izo" André has its base. To be noted, Village de Dieu is close to Martissant, the southern suburb of Port-au-Prince, on Highway No. 2, where gangs had first established themselves openly. Since June 1st, 2021 when the gangs took control of the area, normal traffic has been cut off between the capital and four of Haiti's 10 departments, as the mini states are called.

Though Barbecue told Mr. Ives that the Village de Dieu base is "the Viv Ansanm's largest and best-equipped armed group," nothing is said about the losses registered. However, independently, we've learned that six of 5 Seconds 'soldiers' were killed and others wounded. Izo himself was hit "by two small pieces of shrapnel from the exploding drone [which] apparently hit him in the forehead and chest," writes Kim Ives, but the news about his being

killed is fake.

Is the United Nations against drone attacks?

Meanwhile, *Amerique.Info7*, an online news service, reported on Monday (March 17), that in a meeting, supposedly held in Haiti between some UN people and human rights advocates, the international organization expressed its opposition of the use of drones to fight the gangs. That would cast the U.N. in the category of gang supporters.

Marie Isabelle Salvador, the head of BINUH, the UN Interna-

tional Bureau in Haiti, quickly contradicted that. In an exclusive telephone interview, the same day, to "Le Reflet," a local broadcast, she categorically denounced the information about the UN stand on the issue. "It's false, really false," she stated, emphatically. "We haven't ordered the government to do anything, whatsoever." She went on, castigating the



Fritz Alphonse Jean, the new coordinator of the CPT

rumor mongers and said the medias should be more rigorous "in verifying their sources, before publishing unfounded allegations." This has calmed the waters.

In fact, the U.N. has been in favor of drones, as shown by a statement of Secretary General António Guterres. On February 26, the Associated Press reported that it obtained a letter in which Secretary Guterres "proposes opening a U.N. office that would provide drones, fuel, ground and air transportation and other non-lethal support for the Kenyan-led mission in Haiti struggling to fight gangs."

Now attention should be paid to the report of William O'Neill,

the U.N.'s own expert on the human rights situation in Haiti. We're quoting some excerpts from an address he made on March 11 and released by the U.N. press service:

"Hello everyone, thank you for being here. I am just back from Haiti where I was on a field mission to take stock of the human rights situation. This was my fourth visit since my appointment with the United Nations High Commissioner for Human Rights, two years ago.

"This brief stay enabled me to assess the situation, not only how serious it is, but also and above all, the pain and despair of an entire population. Suffering permeated all social strata, especially the most vulnerable. Despite the efforts of the Haitian National Police (PNH) and the Multinational Security Support (MSS) Mission, the risk of the capital falling under gang control is palpable."

He goes on in providing much detail concerning what he observed by talking to people of all strata. But I will accentuate his concluding message to Haitians: "There [are] guiding principles for all Haitian actors, in order to ensure security, the primacy of justice and the survival of the State. The fight against impunity and corruption are major obstacles to the dismantling of gangs. The Haitian State must, therefore, make the fight against these two scourges an absolute priority."

I will add that the international community bears much responsibility for the expansion of the gangs who get their weapons and ammunition from abroad, because Haiti doesn't manufacture them, but they come from the U.S.A. What about strict compliance on arms to Haiti! Way back

on March 4, 2023, the AP reported in a story headlined: "UNITED NATIONS (AP). Increasingly sophisticated weapons are being trafficked into Haiti, mainly from the United States and especially from Florida, amid worsening lawlessness in the impoverished Caribbean nation, according to a U.N. report released Friday." That would have been February 29. And on March 5, the Voice of America (VOA) reported: "Customs officials at the Port of Haina in the Dominican Republic seized a weapons cache hidden in a container bound for Haiti. Items seized included Glock pistols, automatic rifles and bullets. Officials say the weapons were shipped from Miami and were detected using x-ray technology." Would that mean that the U.S., lacking x-ray technology, fails to detect the weapons and munitions that are shipped out from the nation's ports?

I maintain that the chaos in Haiti is well-planned. May the planners stop their hypocrisy and suspend providing the gangs in Haiti all they need to continue the slaughter of the Haitian people and cause the total breakdown of the first Black nation to have defeated slavery in the Battle of Vertières, on November 18, 1803, and declared independence on January 1, 1804. The victory of the former slaves over the powerful army of Napoléon Bonaparte was instrumental in the U.S. acquiring the Louisiana Territory for only \$15 million. Thus, did Haiti become the Beacon of Freedom for all enslaved people. Haiti doesn't deserve the treatment it's getting.

RAJ
raljo31@yahoo.com

PORT-AU-PRINCE CONTINUE DE PERDRE SA POPULATION

Plus de 60 000 personnes en un seul mois

Cette perte risque de passer à 100 000/mois ou plus...

Suite de la page 6

commune semblent vouloir dire qu'ils éliront domicile dans cette

juridiction, jusqu'à ce que, à l'instar de Robert Brice, la victoire s'annonce.

On ne peut pas dire que les défis que les gangs armés représen-

tent pour les forces de sécurité viennent du fait que celles-ci ont un gros déficit de stratégie pour avoir du succès en se colletant avec les bandits. Des analystes en sécurité attirent l'attention également sur un manque de ressource attribuable au grand train de vie des hauts fonctionnaires de l'État institué à partir des années 90. Sans des recettes fiscales de taille pour couvrir les millions destinés au paiement des immenses salaires destinés à rémunérer ces fonctionnaires d'une autre génération, alors que ces derniers refusent de s'imposer les réformes qui s'imposent, les forces de sécurité en pâtissent.

À la lumière de tous ces faits, et dans la mesure où l'on ne peut prévoir la cessation des hostilités contre le pays de la part d'une catégorie sociale sans foi ni loi. Surtout quand elle s'enrichit de cette activité criminelle dont elle retire tous les



Autre camp d'hébergement sous la direction de l'Organisation mondiale de l'immigration.

avantages, sans qu'elle soit obligée de rendre compte à personne; et qu'elle partage avec le gouvernement l'autorité fiscale qu'elle exerce sur les citoyens, par le biais de

péages qu'ils installent sur les autoroutes, sans qu'ils aient de services à offrir.

L.J.



Un camp de réfugiés à Port-au-Prince.

NOUVELLES BRÈVES ET COMMENTAIRES

Conflit entre la Justice et l'Exécutif aux États-Unis

Le juge John Roberts, qui préside la Cour suprême des États-Unis, la plus haute instance judiciaire de la nation, a fait une déclaration hors de l'ordinaire, visant le président Donald Trump. Ce qui indique qu'il y a un conflit entre la Justice et l'Exécutif dans ce pays-phare de la démocratie.

En effet, mardi dernier, 18 mars, le juge Roberts, de tendance conservatrice, a rappelé le président à l'ordre, après que celui-ci

gante concernant « le juge fédéral James Boasberg, à Washington, D.C., nommé à son poste par l'ex-président Barack Obama », le qualifiant de « gauchiste radical et dément », ajoutant qu'il est aussi « un fauteur de troubles et agitateur ».

Alors, on se demande à quoi s'attendre, vu les hostilités entre l'Exécutif et le Judiciaire, deux des trois branches au sommet de la gouvernance américaine ? À

verront, sous peu, séparés de certains de leurs fonds en résidence dans des banques américaines. Ce ci s'applique surtout pour Martelly. Quid de ses comptes en banque, ses maisons en Floride et ses voitures de luxe ? Sans doute les autres membres de sa famille impliqués dans le scandale financier de PetroCaribe feraient l'objet de ce même traitement.

Michel et Sophia Martelly humiliés à Miami

Les Haïtiens n'attendent pas l'action de l'administration américaine avant de s'attaquer aux Martelly. Ainsi, dimanche dernier, 16 mars, l'ex-président Michel Joseph Martelly et son épouse Sophia ont connu une situation humiliante, à l'église Notre-Dame de Miami. Selon *Mag News*, qui a rapporté l'événement, « Dès l'instant où le prêtre a mentionné leur présence, un profond malaise s'est installé. Invités à se lever pour saluer l'assistance, les fidèles ont opposé un refus catégorique à leur présence, mettant l'homme d'Église dans une position inconfortable. Face à ce silence glacial, Michel et Sofia (sic) ont été les seuls à se lever, sous les regards désapprobateurs de l'assemblée ».

Selon le récit « l'humiliation ne s'est pas arrêté là. À la sortie de l'église, un groupe de fidèles, en colère, s'est approché d'eux, scandant des slogans accusateurs



Le couple Michel et Sophia Martelly, ils se valent.

et exigeant des comptes sur les fonds PetroCaribe. Certains ont même lancé de l'eau et des objets en plastique en leur direction, touchant Sofia (sic) en plein visage »...

La conclusion est affirmative : « Cet incident, à Miami, ne fait que confirmer une réalité évidente : Le nom Martelly est devenu synonyme de scandale pour une grande partie des Haïtiens ».

Alors, on se demande si Fritz Alphonse Jean, le nouveau président du Conseil présidentiel de transition (CPT), agira dans le cas

Martelly, selon ses déclarations, lors de son investiture : Ses priorités, avait-il laissé entendre, consistent en la sécurité de la nation et le combat contre la corruption.

Sur les deux tableaux, on trouve que Michel Martelly est coupable. Il est dénoncé par Leslie Voltaire, ex-président du CPT, comme celui qui a « légalisé » les gangs. De préférence, nous disons qu'il a « facilité l'organisation des gangs ».

taller au Palais national, disons ce qui se passe pour tel.

Le nouveau Premier ministre canadien : Avertissement au président américain

Durant une courte absence de la scène politique, n'ayant pas pu blié l'hebdomadaire quand il y a eu un changement au Canada, on a raté l'occasion d'annoncer que Mark Carney, du Parti libéral, est est le nouveau Premier minis-



Juge John Roberts

On notera aussi qu'au mois d'août de l'année dernière, le gouvernement américain l'avait sanctionné. Certes, celui qui se nomme « Bandit légal », pour son implication dans le trafic de drogue, et l'ayant accusé de lan-

tre de ce pays, ayant remplacé Justin Trudeau.

Dans son discours d'investiture, le 14 mars, il a mis les points sur les i concernant la politique du président Trump vis-à-vis de son pays. « Nous ne pouvons admettre qu'il réussisse, et ce sera fait », a-t-il dit. Aussi indiquait-il sa ferme position, face aux tarifs exorbitants imposés sur les produits canadiens par le président Trump et sa politique de vouloir annexer le Canada comme 51^e état américain. En ce sens, le Premier ministre Carney continue dans la filiation de son prédécesseur.

Pierre Quiroule II
raljo31@yahoo.com



Juge James Boasberg

eut déclaré qu'un magistrat fédéral soit jugé (destitué) pour avoir rendu une décision à l'encontre du président. Et le juge Roberts d'expliquer ce qui est de mise : « Pour plus de deux centaines, il est établi que l'action judiciaire (destitution) contre un juge n'est pas la réponse appropriée en cas de controverse concernant une décision juridique ». Et M. Roberts d'ajouter : « La Cour d'appel existe normalement en pareil le circonstance ».

Il est question du juge James Boasberg, du tribunal fédéral de Washington, la capitale, qui avait rendu un jugement en faveur d'immigrants vénézuéliens en instance de déportation, demandant que leur cas soit révisé avant l'exécution de de la décision. Mais ils étaient déjà à bord de l'avion qui les transportait. Et l'administration n'a pas fléchi. Et ces immigrants sont déjà sous les verrous au Salvador, sur la base d'une entente avec le président de ce pays.

Dans son projet de déportation massive, le président Trump a déclaré que ces citoyens vénézuéliens, appartenant à des gangs, font partie des « Ennemis étrangers », selon la loi datant de 1798. Mais le juge Boasberg recommandait qu'ils soient jugés avant leur déportation.

La riposte du président Trump

Après la réprimande du Juge Roberts, le président Trump a pu blié sur son site internet, « *Truth Social* », une réponse très arro-

signaler que le Législatif, la troisième branche du gouvernement, ne s'est pas prononcé, via un sénateur ou un député, dans ce conflit entre les deux autres institutions. Assurément, les parlementaires républicains, majoritaires, dans les deux chambres du Législatif, ne diront rien, mais quid des démocrates ? On est à l'attente.

Éventuelle déclaration du président USA sur les leaders africains et haïtiens ?

Selon un texte du site [USA], « Le président Donald Trump a signé un décret sur la confiscation de biens mal acquis se trouvant sur le territoire américain et interdiction des visas médicaux ».

On applaudit, cette fois, une action qui se faisait attendre de puis longtemps. Il est dit ceci, et nous faisons la reproduction inextenso : « Désormais tous les biens des dirigeants politiques africains et haïtiens, qui ne peuvent justifier l'origine de leurs fortunes, seront confisqués, que ce soit les comptes bancaires, les villas, les véhicules de luxe, bateaux, etc. »

Il y a davantage : « Les enfants des chefs d'État africains, politiciens, ministres, sénateurs, etc., dont les parents sont soupçonnés de détournement des deniers publics dans leurs pays seront interdits de poursuivre leurs études dans les universités américaines ».

Si l'on passe de la parole écrite à l'action, certains de nos leaders, à commencer par l'ex-président Michel Joseph Martelly, se

LA SITUATION SÉCURITAIRE EN HAÏTI S'EST DÉTÉRIORÉE ENCORE

Une vague d'institutions scolaires ferment leurs portes Parmi elles Saint Louis de Gonzague, Petit Séminaire Saint-Martial et d'autres L'enseignement à distance risque de devenir la norme...

Suite de la page 3

haïtienne, dans les milieux scolaires, à la capitale, la possibilité d'assurer l'enseignement à distance traversait les esprits, la meilleure façon, selon les décideurs, de protéger les élèves et le personnel enseignant contre l'insécurité grandissante, devenue persistante de jour en jour. Mais cette idée n'avait pas fait l'unanimité pour deux raisons. D'un côté, les il était admis que, quelque soient les conditions, le autorités n'allait pas permettre à la situation comme elle est constatée aujourd'hui. Car, pensait-on, aucun gouvernement n'allait vraiment concéder aux gangsters de tout acabit le monopole de la violence que lui confèrent la Constitution et les lois du pays.

D'un autre côté, l'enseignement en présentiel présente des défis que les moyens du pays ne permettraient pas de relever aisément. Il faut tenir compte d'infrastructures indisponibles ou insuffisantes pour assurer une participation maximale des participants.

En effet, la réalité, en Haïti, fait que les outils nécessaires, dont doivent disposer les élèves, ne sont pas accessibles à toutes les familles, la grande majorité n'ayant pas de ressources suffisantes pour mettre des ordinateurs à la disposition de leurs progénitures. D'un autre côté, quand bien même cet appareil serait mis à la disposition de ces familles, il leur reste à surmonter le défi de l'électricité. Car toutes les familles ne sont pas abonnées à Électricité d'Haïti (EdH) ou habitent des quartiers desservis par cette compagnie de manière régulière.

Le danger de la fermeture des écoles, pour éviter d'offrir des victimes aux criminels, est bien réel et risque d'entraîner l'arrêt total de fonctionnement des écoles. Tel est l'idée pessimiste à évoquer, puisque l'expérience a démontré les dirigeants du pays n'afichent aucune volonté de prendre des actions susceptibles de mettre les malfrats hors d'état de commettre de tels actes.

L'administration publique démenagée

Quand on fait état de la détérioration, qu'on dirait irréversible, de la situation sécuritaire, en Haïti, nombreux sont les gens qui n'en saisissent pas vraiment la gravité. Mais quand on apprend que l'administration publique a été forcée de déménager, cela met cette crise sous un autre éclairage. Car cette information met en lumière la vraie situation réelle des dirigeants eux-mêmes, dont le sort n'est pas meilleur que ceux de la population. Excepté que celle-ci n'ayant pas accès aux privilèges dont bénéficient les femmes et hommes aux commandes, ainsi

que leurs familles, ils circulent dans des véhicules blindés, en convois militairement escortés ou accompagnés de policiers, peut-être même les deux. Voilà leur sécurité assurée, à un niveau qui met au défi les gangs qui oseraient les attaquer. Cette protection était régulièrement offerte à tous les cito

criminels contre des immeubles administratifs de l'État avaient décidé terminés les autorités à décider que, par mesures de sécurité, de transférer la présidence ailleurs. Aussi, l'administration présidentielle a-t-elle été transférée à Villa d'accueil, siège de la primature, espace jugé sécurisé autant que le



Les neuf membres du CPT et le Premier ministre Alix Didier Fils-Aimé, l'équipe présentement engagée dans la destruction d'Haïti.

yens jusqu'à ce que les dirigeants aient permis aux criminels d'imposer progressivement leur loi sur le pays. La manière dont le pays a été livré aux criminels fait craindre que le moment viendra où les zones où les hauts fonctionnaires de l'État ont émigré avec leurs bureaux et leurs résidences deviendront, à leur tour, des « territoires perdus ».

Le Palais national, la primature et des ministères ont démenagé

Le paysage administratif haïtien, dont la majorité des installations s'étaient concentrées au centre-ville de Port-au-Prince, s'est progressivement modifié, au cours de ces trois ou bientôt quatre dernières années, par suite d'attaques, dont les immeubles ont été l'objet par les gangs armés. Aujourd'hui les visiteurs, qui croient pouvoir, de mémoire, se rendre au siège de la présidence ou bien à des sièges administratifs, jadis logés dans l'aire du Champ de Mars, devra s'attendre à être dirigé vers Pétiou-Ville ou bien à d'autres directions éloignées du bas de la ville. Le processus de transfert des installations administratives et officielles entamé graduellement, depuis 2022, avant l'assassinat de Jovenel Moïse, lais des emmeubles, désormais privés des services qu'ils assuraient dotés d'un personnel responsable de la surveillance des lieux où sont entreposés les archives.

En effet, bien que les malfrats n'aient encore dirigé aucune offensive sur le Palais national, proprement dite, alors que Jovenel Moïse y maintenait encore la résidence administrative de la présidence, les premiers assauts des

Palais national ou presque.

Depuis lors, cette tendance ne s'est pas arrêtée. Nommé chef de l'Exécutif monocéphale, par le Bureau des Nations Unies, en Haïti, exécutant l'ordre du Département d'État, avec le siège de la primature à l'ancien complexe de l'ambassade américaine, au Bicentenaire, a été, à son tour, forcé de déguerpir volontairement, pour élire domicile administratif du Bureau du Premier ministre à la Villa d'Accueil, cohabitant avec le président Jovenel Moïse qui l'y avait précédé.

Continuant son œuvre de destruction de l'État haïtien, les bandits, par leurs attaques successives de plus en plus récurrentes ont chassé de leurs sièges originaux : la Cour de cassation; le Tribunal de première instance de Port-au-Prince, chassé du Bicentenaire par le gang 5 Secondes basé à Village de Dieu, dirigé par Johnson André, dit Izo; le Palais législatif également délogé du Bicentenaire par Izo et ses hommes; la mairie de Port-au-Prince, qui se trouvait au bord de mer, non loin du Bureau postal; le ministère de l'intérieur, qui était, pendant longtemps, logé au Champs de Mars, ainsi que celui du Commerce, ont été carrément abandonnés aussi, à un des vrais chefs d'Haïti dont le fief se trouve à un non loin, à Village de Dieu, avait décidé qu'il était temps d'ordonner le démenagement de ces institutions étatiques.

Quant au Théâtre national, au Bicentenaire, le centre culturel nationale qui trônait durant plus de dix décennies, au Portail Léo gâne, à l'entrée du Bicentenaire, ne pouvait plus accueillir les artistes et les spectateurs, ces der-

niers ayant été chassés par Izo et ses hommes. C'est aussi le cas du Centre GHESKIO, qui se trouvait aussi au Bicentenaire. Fondé par le Dr Jean William Pape, qui le dirigeait durant de nombreuses années, contribuant à sauver des milliers de vies et au traitement d'un plus grand nombre encore. Pourtant les gangs n'ont pas hésité à kidnapper son fils Douglas, également médecin, en novembre, près de sa ferme, à Kenscoff, en novembre 2023. Il a été gardé en captivité jusqu'à ce que sa famille ait versé la rançon exigée, en mars 2024. Cet incident malheureux avait incité le fondateur du Centre GHESKIO à fermer cette institution et à accueillir les patients, qui souhaitent recevoir ses soins providentiels, à un lieu plus sécurisé.

Puisque les gangs n'ont ni âme ni conscience, donc ne font aucune discrimination, en ce qui concerne leurs victimes, nul n'étant à l'abri de leur grappin, comme l'a bien indiqué les cas du Dr Pape et d'autres médecins enlevés aussi contre rançon, la Direction départementale de l'Ouest du ministère de l'Éducation nationale, qui était aussi logé au Bicentenaire, a dû transférer son logement ailleurs.

C'est aussi l'histoire du Pénitencier national. Le plus grand centre carcéral de la République, sur qui les bandits avaient dirigé une attaque, en mars 2024, en guise de coup de force contre le retour d'Ariel Henry au pays, lors de sa visite, tour à tour, à la réunion annuelle de la CARICOM, puis au Kenya, en vue de signer un accord paritaire avec ce pays, dans le cadre de la Mission multinationale d'appui à la sécurité en Haïti (MMAS), pour habiliter la Police kenyane à diriger cette force de sécurité internationale. Cette révolte des criminels avait favorisé l'évasion de plus de 6 000 prisonniers, dont plus de 4 600 au Pénitencier.

L'état des lieux en matière de sécurité

Ceux qui se bercent d'illusion en se faisant croire que les forces de l'ordre haïtiennes ont l'initiative, dans la campagne visant à démantèlement des gangs armés, se fourrent le droit dans l'œil jusqu'au coude. Car en réalité, les bandits ont la haute main, partout en Haïti. Mais c'est à la capitale, Port-au-Prince, en théorie le siège du gouvernement central, que les bandits s'installent et contrôlent avec une main de fer, à plus de 80 % maintenant, selon l'évaluation des Nations Unies.

D'aucuns s'interrogent sur la progression de cette occupation de la capitale, en si peu de temps, oubliant que l'étouffement des quartiers, autrefois dits bourgeois, a été commencé par le président Aristide, dans le cadre de sa poli-

tique « *Wòch nan dlo pra l konn doulè wòch nan solèy* ». En donnant accès, dans des conditions préférentielles aux couches défavorisées, secteur majoritairement composé de ses partisans, pour qu'ils puissent construire leurs bidonvilles, les nantis, que le prêtre défroqué fait passer pour ses ennemis polliniques sont tenus « *en respect* ».

En clair, la présence des organisations populaires, dans ces bidonvilles, dont les gangs armés sont les transfuges, facilitent la tâche à ces derniers, surtout quand ils trouvent des alliés politiques qui leur pourvoient en armes et munitions, en sud de l'appui financier et la protection politique leur permettant d'évoluer à l'abri de « *représailles politiques* ».

Pour mieux comprendre la situation sécuritaire d'aujourd'hui, en Haïti, et la manière de comprendre comment le pays en est venu à sa destruction, il faut comprendre que deux équipes gouvernementales ont mené la politique du pays, de 1991 à ce jour.

En effet, depuis les premières élections post-Duvalier, tenues en 2001, ayant porté Jean-Bertrand Aristide au pouvoir, qualifiées de « *première élection démocratiques* » de l'histoire d'Haïti jusqu'aux interventions directes de la communauté internationale, agissant sous la baguette magique du Département d'État, Lavalas et le Parti haïtien tête kale assurent la collaboration étroite et aveugle, par rapport aux décisions exogènes. Avec Aristide, suivi de René Préval (plus ou moins rebelle, face aux « *suggestions* » des « *amis d'Haïti* », puis Joseph Michel Martelly succédé par Jovenel Moïse, suivi de l'Exécutif monocéphale d'Ariel Henry, remplacé, à son tour, par la présidence anti-constitutionnelle et illégale à neuf têtes, les transformations recherchées, n'importe lesquelles, par les anciennes puissances coloniales, étaient fort aise de trouver en ces équipes de dirigeants, la collaboration totale dont elles avaient besoin pour parvenir à leur fin.

Il semble que les nationalistes et les fils authentiques d'Haïti, qui semblent disposés à relever les défis exogènes soient maintenus à l'écart par les dernières équipes privilégiées au commandes du pays par Washington et ses alliés. Ils comprennent que les intérêts des puissances tutrices sont aux antipodes des objectifs nationalistes, donc ne se rencontreront jamais. Autant dire, aucune possibilité de porter ces pays présentement engagés auprès des tendances lavalassiennes et PHT Kistes à inverser leurs politiques haïtiennes.

À suivre.
L.J.

ÉDITORIAL



Les incendies au locaux des stations de radio : La destruction de l'État haïtien confirmée

Depuis la chute de la dynastie duvaliériste, sous l'influence de la communauté internationale, Haïti est embarqué dans le processus d'installation de la démocratie, introduite comme condition sine qua non pour ouvrir la vanne du dollar. Arrêtée presque totalement, en guise de représailles à la dictature féroce de Papa Doc, l'assouplissement de la « papadocratie », à l'avènement du successeur du Dr François Duvalier, Jean-Claude Duvalier, a introduit une ère nouvelle de coopération économique internationale en faveur d'Haïti. Après la plus longue période de vache maigre financière connue, avec le père du duvaliérisme, la nouvelle génération de politiciens portée au pouvoir était bel et bien disposée à rattraper le temps perdu. Dès lors, la corruption aidant, tous les arrangements générateurs de ristournes sont possibles.

On ne devrait pas sous-estimer le fait que, depuis la période post-Duvalier, la communauté internationale, toujours à la remorque de Washington, pilote sa politique avec deux équipes gouvernementales haïtiennes seulement : Jean-Bertrand Aristide-René Préval et Joseph Michel Martelly-Jovenel Moïse, soient *Lavalas-Bouclier* et *Parti haïtien tèt kale* (PHTK). Pays colonialiste, alignant sa politique haïtienne sur celle de ses alliés, également anciens empires esclavagistes n'ayant jamais pardonné à la première République nègre du monde l'humiliation de la défaite retentissante de Vertières, le 18 novembre 1803, infligée à la plus puissante armée de la planète, à l'époque, celle de Napoléon Bonaparte, en la personne du royaume de France, les États-Unis d'Amérique et leurs alliés n'ont pas encore fini d'avoir leur revanche sur Haïti, après l'occupation militaire et politique de l'ancienne colonie française, du 28 juillet 1915 au 1^{er} août 1934.

Partageant la haine implacable vouée à Haïti par la France et les autres empires esclavagistes européens, qui n'ont jamais cessé d'en vouloir à l'ex plus prospère des colonies françaises, le premier État indépendant de l'hémisphère occidental mijotait, depuis toujours, une revanche plus que centenaire à régler avec les héros de notre indépendance. La mise sous tutelle de notre pays n'ayant duré que 20 ans, en raison des conditions géopolitiques et diplomatiques, qui sévissaient, à l'époque, dans les années 1930, le projet d'occupation permanente d'Haïti avait dû être abandonné. Mais ce n'était que partie remise pour les lanceurs d'un tel projet.

De toute évidence, si l'invasion militaire d'Haïti par les Américains, en juillet 1915, avait un déficit de préparation, il n'a pu permettre à Washington d'occuper durablement notre pays, rendant nécessaire le retrait de ses troupes, en août 1934. Mais la prochaine occu-

pation d'Haïti se fait doucement. C'est le processus qui a été lancé avec Jean-Bertrand Aristide et dont les différentes étapes sont progressivement mises en place, d'une équipe gouvernementale à l'autre.

En effet, l'implantation des gangs armés, dont les prédécesseurs s'appelaient « *organisations populaires* », sous des noms différents, soient « *Armée Sadam Hussein* », « *Armée Canibale* » « *Armée Ti-Manchèt* », etc. n'ont-ils pas été créés par Jean-Bertrand Aristide ? Si le processus de construction des gangs armés avait connu un hiatus, sous René Préval, ayant succédé au prêtre défroqué, l'avènement de Joseph Michel Martelly, au Palais national, marquait le vrai début de la destruction de l'État haïtien.

Certes, il est aisé de comprendre pourquoi le gouvernement américain, par le biais de la secrétaire d'État Hillary Clinton, a jeté ses dévolus sur cet homme comme président d'Haïti, l'ayant imposé comme choix du Conseil électoral provisoire (CEP), pour la présidence, en lieu et place de l'ex-sénateur Mirlande Manigat, après avoir mis Préval en demeure d'écarter définitivement son poulain, Jude Célestin, de la course. C'est également grâce à cet appui indéfectible, dont jouissait Martelly, auprès des dirigeants américains, que le chef de la mission diplomatique des États-Unis, à Port-au-Prince, Kenneth Merten, s'était érigé en défenseur de ce dernier, un trafiquant de drogue doublé d'un toxicomane. Face au tollé national déclarant que Michel Martelly s'est fait élire président alors qu'il détient la citoyenneté américaine, M. Merten est intervenu pour dire le contraire. Cette défense de Sweet Micky s'inscrit dans le cadre de la stratégie devant aboutir à la disparition de l'État haïtien.

Haïti n'est pas arrivé là où il se trouve, aujourd'hui, du jour au lendemain. Au niveau du pouvoir, les différents acteurs se préoccupent de ramasser des millions plus que toute autre chose. Aussi, les malfrats armés, les auteurs de la dégringolade du pays, continuent-ils d'installer leur régime de terreur, sous toutes ses formes, dans l'indifférence totale des dirigeants, ayant pris le contrôle de Port-au-Prince, un quartier après l'autre, et causant le dépeuplement de la capitale à plus de 35 % de son contenu.

Le phénomène de terreur, dont les manifestations se multiplient sous formes de kidnappings, d'assassinats, de vols, de viols, de braquages, etc., entraînent des déplacements massifs : fermeture d'entreprises; changement de sites de marchés publics; transfert d'écoles ou d'églises. Ou encore les salles de spectacles et de divertissement proprement dit sont forcées d'émigrer à des endroits où règne la sérénité. La vie sociale en général souffre de la perturbation occasionnée par l'insécurité, car

dans tous les endroits où l'on se réunit, les gens sont obligés de suspendre leurs activités là où se tenaient les réunions.

Il importe d'attirer l'attention sur le fait que, même à ce sujet, les institutions étatiques n'ont pas un meilleur sort. Car ceux qui prennent les décisions, en Haïti, n'ont cure du sort dont sont victimes les installations gouvernementales. Le déménagement forcé de nombreuses institutions de l'État, de la zone du centre-ville, leur lieu de résidence habituelle, vers Pétiou-Ville ou certaines zones dans les hauteurs de la capitale.

En effet, le déménagement de quasiment toute l'administration publique a été exécuté, à la cloche de bois, y compris le siège du gouvernement, les neuf membres du Conseil présidentiel de transition (CPT) ayant émigré ailleurs, cohabitent présentement avec le chef du gouvernement, à la Villa d'Accueil. Il semble que la crise de logement sévissant à la capitale, soit victime de la crise sécuritaire, avec un immense impact sur le logement des fonctionnaires dans leurs bureaux réguliers.

Il faut rappeler, en même temps, que le spacieux immeuble, au Bicentenaire, ci-devant le siège de l'ambassade des États-Unis, avant d'être offert en cadeau pour loger la primature. Mais le chef du gouvernement d'alors, le Dr Ariel Henry, a été forcé de décamper, évitant une nouvelle attaque de Johnson André, alias Izo, le chef du gang « *Cinq secondes* », basé à Village Dieu, au bas du Bicentenaire. C'est aussi le cas, pour la Cour de cassation, la plus haute instance judiciaire du pays, en sus du Tribunal de première instance de Port-au-Prince, chassés du Bicentenaire, après avoir été saccagés, encore par Izo.

Mais l'histoire de l'abandon du centre-ville par l'administration publique ne s'arrête pas avec la fuite de la primature du bord de mer. Car le symbole de l'État haïtien n'est plus au Champ de Mars. Puisque le Palais national avait cessé d'être le siège de l'État, depuis avant l'assassinat de Jovenel Moïse, puis que abandonné, en lambeaux, de puis le tremblement de terre du 12 janvier 2010.

Depuis l'assassinat de celui-ci et pendant que la primature était sous le contrôle d'Ariel Henry, c'était, semblait-il, la phase de dépossession des institutions publiques de leurs sièges officiels, au centre-ville. Dans cet ordre d'idées, le Palais législatif, au Bicentenaire, est déserté. Ainsi que la mairie de Port-au-Prince, au bord de mer; le ministère de l'Intérieur, au Champ de Mars; celui du Commerce, également au Champs de Mars, délogés; le Théâtre national, aussi au Bicentenaire, abandonné; ou bien le Centre médical GHESKIO, toujours au Bicentenaire, abandonné. Deux autres installations étatiques, autrefois basées au

Bicentenaire— la Direction départementale de l'Ouest de l'Éducation nationale et le Pénitencier national, abandonnés, pour ne citer que ceux-là. Il faut se rappeler que celui-ci a été désoccupé alors que le Dr Henry était en cours de son dernier voyage à l'étranger, n'ayant pu retourner au pays, à cause des gangs qui l'intimidaient.

Tant pis pour ceux qui feignent d'ignorer que le malheur attiré présentement, sur Haïti, est un événement dont les origines remontent à des centaines. Comme l'accaparement de l'île La Navase, par les États-Unis d'Amérique. Territoire adjacent de la République d'Haïti, situé à moins de 30 kilomètres, en face de la ville de Dame Marie, dans le département de la Grand'Anse, ceci constitue le symbole de la tentative du 28 juillet 1915, qui n'avait pu aboutir dans le sens des ambitions centennaires des Américains. Obligés, par les forces des événements, de trahir leurs ambitions, les États-Unis attendaient, depuis leur retrait d'Haïti, le 1^{er} août 1934, l'heureuse occasion de refaire cette expérience, grâce à une stratégie savamment préparée, pour être exécutée au temps opportun. L'heure de la disparition d'Haïti est arrivée pour ceux qui l'ont planifiée !

D'aucuns diraient que les forces vives d'Haïti manquent de moyens présentement pour sortir notre pays de cette situation, ayant affaire à forte partie. Mais il faut se rappeler que les surhommes sont de tous les temps, de nouveaux héros surgiront pour relever les défis, à l'instar de ceux qui ont fait 1804 !



SUBSCRIPTION FORM	
BULLETIN DE SOUSCRIPTION	
HAÏTI	ÉTATS-UNIS
Haïti-Observateur 98 Avenue John Brown, 3ème étage Hôtel Le Sphinx, Haïti N° de téléphone international (809) 223-0785	1 an (12) ... 14000 US dollars (11) mois 6000 US dollars (6) mois
CANADA	AFRIQUE ET ASIE
Haïti-Observateur Grand Hotel Vancouver 514-331-8838 11401 LaSalle 10075 J. J. Casanova Montreal (H3K 1V1)	1 an (12) ... 15000 US dollars (11) mois 7500 US dollars (6) mois
EUROPE, AFRIQUE ET ASIE	CARIBBE ET AMÉRIQUE LATINE
Université de la Sorbonne, 100 rue de la Harpe, 75005 Paris, France Dr. Jean-Claude Duvalier 1140 Avenue des Nations, 92120 Nanterre, France 93370 La Plé St. Germain, France Tel: (33) 1 43 61 26 70	1 an (12) ... 12000 US dollars (11) mois 6000 US dollars (6) mois
EUROPE	
1 an (12) ... 12000 US dollars (11) mois 6000 US dollars (6) mois	
Nom/Name: _____	
Compagnie/Company: _____	
Adresse/Address: _____	
Ville/City: _____	
État/State: _____	
Code Postal/Zip: _____	
Country/Pays: _____	

EDITORIAL



Fires at radio stations: The destruction of the Haitian state confirmed

Since the fall of the Duvalier dynasty, under the influence of the international community, Haiti has embarked on the process of installing democracy, introduced as a *sine qua non* condition for opening the dollar valve. Almost completely halted, in retaliation for Papa Doc's ferocious dictatorship, there has been a relaxation from "Papa docracy" with the advent of Jean-Claude Duvalier, successor to his father. A new era of international economic cooperation with Haiti has been begun. After the longest financial lean period known under the father of Duvalierism, the politicians of the new generation hoisted to power were eager to make up for lost time. From then on, with corruption and impunity entrenched, all sorts of arrangements that generate kickbacks have been possible.

We should not underestimate that, since the post-Duvalier era, the international community, always following in the steps of Washington, has really steered its policy with only two teams of government in Haiti: Jean-Bertrand Aristide-René Préval and Joseph Michel Martelly-Jovenel Moïse, one being *Lavalas-Bouclier* and the other *Parti haïtien tèt kale (PHTK)*. Thus, the colonial power that is the U.S. aligned its Haitian policy along that of its allies, also former slave-owning empires that have never forgiven the world's first Black Republic the humiliation of defeat re Vertières, on November 18, 1803, inflicted on the most powerful army of the planet at the time, that of Napoleon Bonaparte, of the kingdom of France. In that light, the United States of America and its allies have never finished taking their revenge on Haiti, not even after the U.S. military and political occupation of the former French colony, from July 28, 1915 to August 1, 1934.

It's a fact that the U.S. shared the implacable hatred of Haiti nursed by France and other European slave-owning empires, who never ceased to hold their grudge against the formerly most prosperous of French colonies, the first independent Black state in the Western Hemisphere. Thus, the plotting during more than two centuries to take revenge against the heroes of our independence. The trusteeship of our country had only lasted 20 years, due to the geopolitical and diplomatic conditions prevailing at the time in the 1930s. So, the project of permanent occupation of Haiti had to be shelved for the moment, but the project has not been postponed.

Clearly, the American military invasion of Haiti in July 1915 was poorly prepared and didn't allow Washington to occupy the country on permanent basis. Wherefore the withdrawal of the troops in August 1934. But the next occupation of Haiti is slowly tak-

ing shape. That process was launched with Jean-Bertrand Aristide, and various stages are gradually being put in place, from one Haitian government team to the next.

Indeed, the establishment of armed gangs, whose predecessors were called "people's organizations" under different names - "Saddam Hussein Army", "Cannibal Army", "Little Machetes Army" and more- were created by Jean-Bertrand Aristide. If the process of building armed gangs went through a hiatus under René Préval, who succeeded the defrocked priest, hoisting Michel Joseph to the National Palace marked the real beginning of the destruction of the Haitian state.

As the situation unfolds, one will understand why the American government, through Secretary of State Hillary Clinton, set its sights on this man as President of Haiti. First his choice was imposed on the Provisional Electoral Council (CEP), instead of former Senator Mirlande Manigat. As for Jude Céestin, President Préval's choice to succeed him, the latter was told to forget it. Martelly was the American candidate, and it was obvious he had the full support of the American leaders. Witness how the head of the U.S. diplomatic mission in Port-au-Prince, Kenneth Merten came to Martelly's defense when he was denounced as an American citizen who couldn't run for office in Haiti. Although he was a drug trafficker and addict, Washington didn't care. Against national outcry, Michel Martelly was "elected" president despite being an American citizen. Mr. Merten was emphatic in his defense, saying the contrary. And Sweet Micky in power is part of the strategy designed to bring about the disappearance of the Haitian state.

Indeed, Haiti didn't get to where it is today just overnight. Corruption and impunity being condoned, those assuming power are more concerned with making millions than anything else. Armed thugs, who are responsible for the country's downfall, continue to install their regime of terror, in all its forms, with total indifference on the part of those in power. Thus, the armed bandits take control of Port-au-Prince, one district after another, causing more than 35% of the population to flee the capital.

The phenomenon of terror is multiplying in all forms, such as kidnappings, assassinations, robberies, rapes, hold-ups and more, like the massive displacements, the closing of businesses, changing the location of public markets, relocating of schools and churches. Entertainment venues are forced to move to more peaceful locations. So social life in general suffers from the disruption caused by the insecurity. Wherever people, usually gathering for

some events, are forced to suspend their activities. No more meetings!

More importantly, it's the fate of State institutions, which don't fare any better. Those entrusted with taking decisions for the country don't seem to care about what has happened to government facilities. There's forced relocation of many state institutions from the downtown area. The usual places of residence in upscale neighborhoods of the capital cede to the upscale suburb of Pétion-Ville or to other areas in the heights of the capital.

In fact, the move of virtually the entire public administration was carried out on the spur of the moment, including the seat of government. The nine members of the Transitional Presidential Council (CPT by its French acronym) emigrated elsewhere. Currently CPT cohabits with the head of government, that is the Prime Minister at the *Villa d'Accueil*, in an upscale neighborhood of the capital. Obviously, the housing crisis in the capital reflects the insecurity crisis, which has greatly impacted the civil servants as far as accommodation is concerned, no more regular offices.

At the same time, we'll note that the spacious building in the Bicentennial zone of the capital, formerly the headquarters of the U.S. Embassy, was offered as a gift to house the Prime Minister's office. But the head of government at the time, Dr. Ariel Henry, was forced to move out, to avoid an attack by Johnson André, known as Izo, his alias, who heads the "5 Seconds" gang, based in Village Dieu, down next to the Bicentennial zone. This was also the case for the *Cour de Cassation*, the highest court in the country, equivalent to the U.S. Supreme Court. Moreover, the Port-au-Prince Court of First Instance, met the same fate. All were chased out of the Bicentennial zone, after being ransacked. All on orders of Izo.

But the story of the abandonment of the city center by the public administration, with the Prime Minister's office by the pristine seaside, does not stop there. The Prime Minister's Office the symbol of the Haitian State, is no longer located at the Champ de Mars. As it is, before Jovenel Moïse's assassination, the National Palace had ceased to be the seat of State, because it's still a sore eye, the ruins left by the January 12, 2010 earthquake.

Beginning with President Moïse, before his assassination, and while the Prime Minister's Office was under the control of Ariel Henry, it seems that public institutions have been dispossessed of their official downtown headquarters. In this vein, the Legislative Palace in Bicentennial neighborhood has been deserted. So has Port-au-Prince's City Hall, on the waterfront; the Ministry of the Interior, on Champ de

Mars; the Ministry of Commerce, also on Champs de Mars, all have dislodged. The National Theatre, also in Bicentennial zone, abandoned; ditto for the GHESKIO Medical Center, a reputable health center, especially for its research and cure of HIV/AIDS. Two other state facilities, formerly based in Bicentennial zone—the offices of the National Education of the West Department and the Directorate of the National Penitentiary—both gone. We can't be exhaustive, but we'll stop here, while reminding you that the Port-au-Prince Penitentiary was closed by the gangs who vacated it, with more than 4,000 prisoners gone, while the Prime Minister, Dr. Ariel Henry then, was on his last trip abroad, to never return to Haiti, due to threats from the gangs.

Unfortunately, some pretend not being unaware of the reasons for the misfortune currently being visited on Haiti. It's due to an event, the origin of which goes back more than two hundred years ago. Like the seizure of La Navase Island by the United States of America. This adjacent island, which belongs to the Republic of Haiti, is located less than 30 kilometers, or 19 miles, from the town of Dame Marie, in Haiti's Grand'Anse department. It is symbolic of the attempt made on July 28, 1915, which failed to achieve the ambitions of the Americans, going back a hundred years. Events at the time, forced the Americans to betray their ambitions, and withdrew their troops from Haiti on August 1, 1934. Since then, the U.S. has been waiting for the opportune time to repeat the failed experiment of 1915. Well, the hour of Haiti's demise has arrived for those who planned it!

Some would say that Haiti's military forces currently lack the means to get our country out of the current chaos in which it's mired, for the enemies are powerful. It's important, however, to remember that supermen have always existed, and new Haitian heroes are bound to emerge to meet today's challenges, just like our ancestors did in 1803, leading to January 1, 1804, Haiti's independence.

HAITI OBSERVATEUR

Haiti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, N.Y. 11435-6237 Tel. (718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

HAÏTI	EUROPE
Haiti-Observateur 98 Avenue John Brown, Ste. Elisabeth 11010 Port-au-Prince, Haïti Tel: (509) 223-8782	1 an (12 numéros) — 44,00 \$ US (pour un (1) an) 6 mois (6 numéros) — 22,00 \$ US (pour un (1) an)
CANADA	AFRIQUE ET ASIE
Haiti-Observateur General Media Association 5111 14th St. N.W. Edmonton, Alberta T6E 6K6 Canada Tel: (403) 443-1111	1 an (12 numéros) — 55,00 \$ US (pour un (1) an) 6 mois (6 numéros) — 27,50 \$ US (pour un (1) an)
EUROPE, AFRIQUE ET ASIE	CARAIËE ET AMÉRIQUE LATINE
1 an (12 numéros) — 44,00 \$ US (pour un (1) an) 6 mois (6 numéros) — 22,00 \$ US (pour un (1) an)	1 an (12 numéros) — 44,00 \$ US (pour un (1) an) 6 mois (6 numéros) — 22,00 \$ US (pour un (1) an)
EUROPE	
1 an (12 numéros) — 44,00 \$ US (pour un (1) an) 6 mois (6 numéros) — 22,00 \$ US (pour un (1) an)	

Un service clientèle est disponible à partir de 9h00 à 18h00, du lundi au vendredi, à l'adresse: Jean-Claude Vachon, 1141 Avenue des Pins, Ste. Elisabeth, P.O. 93870 La Plaine St. Charles, Haïti. Tel: (509) 223-8782

Name/Prénom: _____
Company/Compagnie: _____
Address/Adresse: _____
City/Ville: _____ State/État: _____
Zip Code/Code Postal: _____ Country/Pays: _____

Si vous ne pouvez pas nous envoyer vos chèques, veuillez nous envoyer un mandat postal.



FOOTBALL INTERNATIONAL : FIFA

Brésil : Où est ton passé, ton football ?

Par Jacques Brave

On n'en finit pas avec les déceptions depuis plus de deux décennies avec le Brésil, le pays qui a fait du foot le jeu le plus populaire au monde grâce à son « *futebol arte* », avec son « *jogo bonito* ». C'est vrai que Brésil, qui nous a fait rêver, passionner, bien avant la première consécration officielle, avec sa première victoire officielle, en Coupe du monde de football 1958 de Suède, dans une équipe, qui comptait avec Pèle, Mane Garrincha, Didi, Vava, Djalma Santos, Gilmar Bellini, Lima, Zagalo. Ce groupe popularisa ce sport à un niveau incroyable, inimaginable, au point que, même des gamins haïtiens, s'amusaient sur un terrain vague, se donnaient ou se faisaient appeler du nom d'un de ces demi dieux brésiliens. Oui, le jeune pratiquant sur des terrains de fortune, au Cap ou à la campagne, n'importe où, un enfant, en Haïti, éprouvait une fierté à se faire appeler Didi... Pelé, etc. etc... du nom de ces géants Cariocas.

Du respect dans le monde

Les anecdotes autour de la légende du football brésilien ne manquent pas. Par exemple, rappelons cette décision folle d'un arbitre colombien, lors d'un certain amical Santos vs Millinarios, à Bogota, en Colombie. Après avoir expulsé Pelé, se voit obligé de sortir le roi sous la douche pour le réintégrer au match, sous la pression infernale du public furieux ; ou cet accroc au protocole royal, à Londres, en Angleterre, lors d'un Brésil vs Angleterre où la reine Elisabeth, invitée d'honneur du match, décide de faire fi du protocole en vigueur pour descendre des tribunes, à la fin du match, pour saluer le roi Pelé, à côté du terrain. La reine d'Angleterre soulignait pour la presse qu'elle est reine d'un groupe de territoires, alors que Pelé est roi de la planète entière. Je me devais de me déplacer et de descendre des tribunes pour le saluer.

Déjà 22 ans depuis sa dernière

victoire en Corée-Japon 2002, que les descendants de Pelé ne sont plus au palmarès d'un Mondial, même si, à chaque édition, ils sont classés favoris ! D'ailleurs, le constat est sans ambages, et de plus de voix autorisées s'élèvent et font le constat que le football brésilien est en net déclin.

Danger pour le Mondial 2026

Le constat tourne à l'angoisse car, pour la première fois, le Brésil, qui est le seul pays à s'être qualifié pour toutes les Coupes du monde, depuis les débuts, en 1930, aujourd'hui peine à une peu reluisante et inquiétante septième place des éliminatoires actuelles sud-américaines pour le Mondial 2026. Du jamais, vu dans cette compétition, avec un grand risque que les héritiers biologiques du roi Pelé ratent pour la première fois un Mondial 2026 et ne soient pas de la grande fête nord-améri-



Les légendes du football brésilien regroupés dans une photo historique.

caine !

Certes, le football, jusqu'à présent, exerce encore une vraie magie sur les fans du monde encore. Ainsi, malgré la situation invivable en Haïti, le pays était en ébullition, lors de cette soirée triste contre l'équipe de Bielsa l'Uruguay à qui a sorti le Brésil en quarts de finale, l'autre jour, bien qu'évaluant en supériorité numérique (11 contre 10).

La dernière sélection brésilienne, pale sans inspiration, sans fond de jeu, incapable de conserver le ballon, de se créer des occasions de but, un constat désastreux et douloureux pour ceux qui adorent le beau jeu, dont le Brésil est la plus belle expression. D'ailleurs, de plus en plus de voix s'élèvent pour faire le constat et le

plus désespérant est qu'on ne voit rien venir, aucun vrai talent, voire de magicien ne pointe à l'horizon.

Ronaldinho : Je ne regarde plus le Brésil

Ronaldinho, un des magiciens sacrés avec la Seleção, en 2002, a, tout récemment, fait le constat en

des termes très durs, affirmant qu'il n'assisterait plus aux matches de la Seleção. Les joueurs se mettent en tête qu'ils sont forts, alors qu'en réalité ils sont recrutés à cause du préjugé favorable dont bénéficie le joueur brésilien auprès des grands clubs dans le monde !

L'ex magicien du PSG et du FC Barcelone n'a pas mâché ses mots

« *Je ne soutiendrai pas le Brésil* », s'était, récemment, écrit la légende du football brésilien Ronaldinho. Il avait tiré la sonnette d'alarme par cette à l'occasion

médiocres, qui constituent la majorité ».

Il a conclu : « *Je n'ai jamais vu une situation pareille de ma vie. Ils n'ont pas l'amour du maillot brésilien et n'ont pas la qualité du football. Notre performance a été la pire que j'ai vue. C'est dommage ce qui se passe réellement* ».

Il est à noter que Ronaldinho a disputé 97 matches internationaux avec l'équipe nationale brésilienne et a remporté la Coupe du monde 2002, la Copa America 1999 et la Coupe des Confédérations.

L'Argentine, bien que cham-

regarder est plaisant, cela ne favorisera que le business. Parce que le business ne se fie seulement qu'au nombre de personnes qui regardent ».

Appauvrissement inquiétant du spectacle

Pour l'entraîneur argentin, qui a voyagé et entraîné beaucoup de clubs renommés, notamment, Lille, Marseille, la Lazio Rome et l'OM, Leeds United, l'arrivée de la vidéo a joué un rôle capital dans l'appauvrissement du spectacle proposé. « *La vidéo a fait beaucoup de mal au football. Ce sport a une particularité : lorsqu'il devient complètement prévisible, il perd de son attrait. Au fur et à mesure que le temps passe, que de moins en moins de footballeurs valent la peine d'être vus et que le jeu produit est de moins en moins agréable, cette augmentation artificielle du nombre de spectateurs va s'interrompre* ». Et l'entraîneur argentin ajoute : « *Dites à un Uruguayen de regarder les moments forts de la Celeste... Il y en aura de plus en plus, mais cela n'a rien à voir avec l'essence qui a permis à une population de tomber amoureuse du signe d'identification le plus significatif qu'un peuple possède* ».

Le football en déclin dans le monde

Au cours de son monologue, l'enfant de Rosario Bielsa a, notamment, regretté le départ précoce des talents sud-américains vers l'Europe, alors qu'ils n'ont pas encore complété leur développement technique ; ils cèdent toujours trop tôt aux sirènes des grands clubs européens et l'argent qui va avec... « *Qu'est-il arrivé au football, qui est essentiellement une propriété populaire* » ? se demande Marcelo Bielsa. Et il enchaîne avec : « *Les pauvres ont très peu accès au bonheur, parce qu'ils n'ont pas d'argent pour l'acheter. Le football, parce qu'il est gratuit, est d'origine populaire. Ce football, qui est l'une des rares choses que les plus pauvres gardent, ils ne l'ont plus. Parce qu'un garçon comme Endrick*

s'en va à 17 ans... ou même un Messi était parti à 13 ans ».

L'Argent tue le jeu

L'argent, qui fait sa loi, des matches et des compétitions qui se multiplient, des joueurs qui n'ont plus le temps de s'entraîner

Suite en page 4

vraiment difficile d'avoir l'énergie et l'esprit nécessaires pour regarder les matches de l'équipe nationale ».

Il a poursuivi : « *Cette équipe est l'une des pires équipes de ces dernières années. Elle ne compte aucun leader respectable, seulement une poignée de joueurs*

privilegié », résume Marcelo Bielsa, qui s'est longuement étendu sur la question, après la qualification de son équipe devant le Brésil, vraiment laborieuse.

Bielsa : Le football est en déclin

« *Je suis certain que le football est dans un processus de déclin. C'est-à-dire que de plus en plus de gens regardent mais il devient de moins en moins attrayant. Parce que ce qui a fait de ce jeu le premier jeu au monde n'est pas*

« *Peu importe combien de personnes regardent le foot, si tu ne garantis pas aux gens que ce qu'il va*